

FDJ

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 30 JUIN 2023

SOMMAIRE

**DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE SEMESTRIELLE**

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2023, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 28 juillet 2023

Madame Stéphanie Pallez
Présidente directrice générale

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 JUIN 2023

1 FAITS MARQUANTS	5
2 RESULTATS DU GROUPE.....	6
3 PERSPECTIVES 2023	13
4 PRINCIPAUX RISQUES	14
5 PARTIES LIEES	14
6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	14

1 Faits marquants

Confirmation du monopole de La Française des Jeux par le Conseil d'État

Saisi en décembre 2019 par une association et plusieurs sociétés de jeux d'argent et de hasard, le Conseil d'État a jugé le 14 avril que le monopole de La Française des Jeux est conforme au droit de l'Union européenne. Il a également jugé que la durée de vingt-cinq ans de ces droits exclusifs, définie dans le cadre la loi Pacte, n'est pas excessive.

Enfin, concernant les 380 millions d'euros versés à l'État par La Française des Jeux au titre de ces droits exclusifs, le Conseil d'État se prononcera après la décision qui sera rendue par la Commission européenne sur le caractère approprié de cette somme, à la suite de son enquête au titre des aides d'État initiée en juillet 2021.

Nouvelle formule du jeu Amigo

Amigo, jeu en point de vente avec un tirage toutes les 5 minutes, a été relancé début juin avec une formule revue conformément à la décision de l'Autorité nationale des jeux. Ce relancement s'accompagne, notamment, de la réduction du nombre de tirages (avec une suspension pendant 15 minutes par heure entre 6 heures et 14 heures) et du montant maximum par prise de jeu (8 euros versus 20 euros).

Accompagnement des points de vente affectés par les émeutes

Environ 450 points de vente FDJ ont subi des dégradations plus ou moins importantes lors des émeutes de l'été, deux-tiers d'entre eux ont déjà réouvert. Le Groupe est aux côtés de ses détaillants, notamment en reportant les prélèvements ou en gérant les impayés, et les accompagne afin de faciliter leur réouverture, par exemple grâce au fonds Rebond (dispositif d'accompagnement personnalisé, lancé en 2020, pour fournir aide administrative, soutien juridique, accompagnement financier...).

Soutien accru en faveur de la prévention du jeu des mineurs

Pour renforcer plus encore ses actions en faveur du jeu responsable, et en particulier contre le jeu des mineurs, FDJ a pris début 2023 un engagement exceptionnel de 10 M€ pour soutenir, sur les cinq prochaines années, des actions de prévention du jeu des mineurs, menées par le monde associatif et qui débuteront d'ici la fin de l'année.

Les 30 ans de La Fondation d'entreprise FDJ en faveur de l'égalité des chances

Depuis 1993, la Fondation FDJ est venue en aide à plus de 300 000 bénéficiaires sur tout le territoire français. Elle soutient des projets d'intérêt général destinés aux personnes en difficulté et s'attache à accompagner des projets innovants en faveur de l'égalité des chances par l'éducation et l'inclusion dans la société. Selon une étude EY, pour 1 euro de soutien aux associations par la Fondation FDJ, la valeur sociale créée s'élève à 3,4 euros.

Renouvellement de la notation « A » sur le score carbone Axylia

FDJ obtient, pour la 2^{ème} année consécutive, le score carbone « A » de l'indice Vérité40 établi par Axylia et composé des 40 meilleurs scores carbone des entreprises du SBF 120.

2 Résultats du Groupe

2.1 Commentaires sur le compte de résultat consolidé

M€	30.06.2023	30.06.2022	Variation vs N-1		30.06.2022 retraité (*)	Variation vs 2022 retraité	
Produit brut des jeux (PBJ)	3 295,0	3 218,3	76,7	2,4%	3 218,3	76,7	2,4%
Prélèvements publics	-2 082,4	-2 042,6	-39,8	1,9%	-2 042,6	-39,8	1,9%
Autres activités paris sportifs	5,1	6,1	-1,0	-16,9%	6,1	-1,0	-16,9%
Produit net des jeux (PNJ)	1 217,8	1 181,8	35,9	3,0%	1 181,8	35,9	3,0%
Produit des autres activités	71,2	30,5	40,7	133,5%	62,5	8,7	13,9%
Chiffre d'affaires	1 289,0	1 212,3	76,6	6,3%	1 244,3	44,6	3,6%
Coûts des ventes	-700,8	-652,1	-48,7	7,5%	-677,7	-23,2	3,4%
Coûts marketing et communication	-222,8	-221,3	-1,5	0,7%	-222,9	0,0	0,0%
Coûts administratifs et généraux	-118,4	-88,2	-30,1	34,1%	-90,0	-28,3	31,5%
Autres produits / charges opérationnels	-7,3	-5,5	-1,8	32,1%	-5,5	-1,8	32,8%
Résultat opérationnel courant	239,6	245,1	-5,5	-2,2%	248,3	-8,7	-3,5%
EBITDA courant	299,9	308,1	-8,3	-2,7%	311,7	-11,8	-3,8%
Résultat opérationnel	225,4	239,2	-13,7	-5,7%			
Résultat financier	18,7	-22,4	41,1	-183,3%			
QP dans le résultat des entreprises associées	2,4	1,0	1,4	145,9%			
Impôt sur le résultat	-65,4	-58,2	-7,2	12,5%			
Résultat net	181,0	159,5	21,5	13,5%			

*Intégrant L'Addition et Aleda à périodes comparables

Le Produit Brut des Jeux constitue l'indicateur de référence du niveau d'activité dans le secteur des jeux d'argent. Pour une meilleure comparabilité, la présentation du compte de résultat du groupe FDJ est désormais alignée sur cet agrégat, qui correspond aux mises nettes de la part revenant aux gagnants, avec le PBJ des autres activités.

Sauf indication contraire, les données et les analyses sur le compte de résultat, jusqu'au résultat opérationnel courant inclus, reposent sur une base 2022 retraitée, c'est à dire intégrant L'Addition (acquis en juillet 2022) et Aleda (acquis en novembre 2022) sur des périodes comparables.

Chiffre d'affaires

Le produit brut des jeux (PBJ)¹ s'élève à 3 295 M€, en hausse de +2,4 %. Après 2 082 M€ de prélèvements publics, en hausse de +1,9 %, le produit net des jeux (PNJ)² ressort à 1 218 M€, en progression de +3,0 %, sur la base de mises en progression de +4,4%.

En tenant compte du produit des autres activités, de 71 M€, le chiffre d'affaires semestriel du Groupe s'établit à 1 289 M€, en hausse de +3,6 %. Par rapport aux données publiées du 1^{er} semestre 2022, la progression est de +6,3 %.

¹ Le produit brut des jeux (PBJ) correspond à la différence entre les mises et la part revenant aux gagnants.

² Le produit net des jeux (PNJ) correspond au PBJ net des prélèvements publics. Il constitue la rémunération de FDJ sur ses activités des jeux.

Activité par canal de distribution

Les mises en point de vente progressent de +3,2 %, à 9 155 M€, soutenues par les paris sportifs et les jeux instantanés.

Les mises digitales poursuivent leur dynamique, portée par les paris sportifs et la loterie. Elles sont en hausse de +13,3 %, à 1 332 M€, une performance notamment attribuable à la progression du nombre de joueurs. Les mises digitales représentent près de 13 % des mises totales.

Résultat Opérationnel Courant (ROC) / EBITDA courant

Les **coûts des ventes** s'élèvent à 701 M€ : 493 M€ de rémunération des détaillants, dont la progression (+3,1% soit +15 M€) est corrélée à celle des mises en point de vente, et 208 M€ d'autres coûts des ventes, dont l'augmentation, +4,1% M€ (+8 M€) reflète en particulier l'impact de l'inflation sur différents postes de charges parmi lesquels les supports de jeux.

Les **coûts marketing et communication** s'élèvent à 223 M€, quasi stables par rapport à l'an dernier. Ils comprennent les coûts liés au développement de l'offre de jeux et de services, notamment digitaux, qui continuent de progresser, ainsi que les coûts de publicité et de communication qui baissent.

Les **coûts administratifs et généraux** regroupent principalement les frais de personnel et de fonctionnement des fonctions centrales, ainsi que les coûts des bâtiments et les coûts d'infrastructures informatiques. Ils s'établissent à 118 M€, dont 10 M€ de dotation exceptionnelle relative au soutien, pour les cinq prochaines années, d'actions de prévention du jeu des mineurs menées par le monde associatif. Leur augmentation par rapport aux 90 M€ du 1^{er} semestre 2022 reflète notamment l'impact de l'inflation sur les principaux postes de charges.

Sur le semestre, le Groupe a poursuivi ses mesures d'efficacité opérationnelle, notamment pour compenser l'impact de l'inflation sur sa base de coûts.

Les **autres produits et charges opérationnels** s'élèvent à -7 M€ et incluent principalement la charge d'amortissement des droits exclusifs d'exploitation des jeux.

Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** du Groupe s'établit ainsi à 240 M€, en recul de -3,5 % (-9M€) par rapport au 1^{er} semestre 2022.

L'**EBITDA courant** correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements. Sur la base de dotations nettes aux amortissements sur les actifs corporels et incorporels de 60 M€ contre 63 M€ sur le 1^{er} semestre 2022, l'EBITDA courant s'établit à 300 M€, en baisse de -3,8% % (-12 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2022.

Ainsi, le taux de marge d'EBITDA courant ressort à 23,3 % au 1^{er} semestre 2023. Hors la dotation exceptionnelle de 10 M€ pour soutenir des actions de prévention du jeu des mineurs menées par le monde associatif, le taux de marge du 1^{er} semestre 2023 serait de 24,0 %.

Les **autres produits et charges opérationnels non courants** s'établissent à -14 M€ contre -6 M€ au 1^{er} semestre 2022. Ils incluent principalement l'impact de la réévaluation des actifs B2C - *spread betting* de Sporting Group, en cours de cession (voir Comptes consolidés, note 10 – Actifs et passifs destinés à être cédés) et les coûts liés à la stratégie de croissance externe.

Le **résultat opérationnel** du 1^{er} semestre 2023 ressort ainsi à 225 M€, en baisse de -5,7 % (-14 M€) par rapport à celui du 1^{er} semestre 2022.

Résultat financier

La variation du résultat financier (+19 M€ au 1^{er} semestre 2023 contre -22 M€ au 1^{er} semestre 2022) reflète la remontée des taux d'intérêts et un contexte de marché plus favorable.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt du Groupe ressort à 65 M€, soit un taux d'impôt effectif³ de 26,8% sur le 1^{er} semestre 2023.

Résultat net

Le résultat net consolidé du 1^{er} semestre 2023 s'élève ainsi à 181 M€, en progression de +13,5% par rapport au 1^{er} semestre 2022 publié.

2.2 Information sectorielle

30.06.2023							
en millions d'euros	BU Loterie	BU Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence	Activités de diversification	Holding	Total avant amort.	Amort.	Total Groupe
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 759	536	1	0	3 295		3 295
Produit Net des Jeux (PNJ)	955	257	6	0	1 218		1 218
Chiffre d'Affaires	958	257	74	0	1 289		1 289
Coûts des ventes	-527	-123	-33	0	-683	-18	-701
Coûts marketing et communication	-82	-59	-39	-16	-197	-26	-223
Marge contributive	349	74	3	-16	409	-44	365
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-110	-110	-16	-126
EBITDA courant					300		
Amortissement						-60	
Résultat opérationnel courant (ROC)							240
30.06.2022							
en millions d'euros	BU Loterie	BU Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence	Activités de diversification	Holding	Total avant amort.	Amort.	Total Groupe
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 733	485	0	0	3 218		3 218
Produit Net des Jeux (PNJ)	943	232	6	0	1 182		1 182
Chiffre d'Affaires	946	232	34	0	1 212		1 212
Coûts des ventes	-514	-110	-8	0	-631	-21	-652
Coûts marketing et communication	-86	-54	-36	-19	-195	-26	-221
Marge contributive	346	69	-10	-19	386	-47	339
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-78	-78	-16	-94
EBITDA courant					308		
Amortissement						-63	
Résultat opérationnel courant (ROC)							245

³ avant quote-part dans les résultats nets des co-entreprises

en millions d'euros	30.06.2022 retraité						Total Groupe
	BU Loterie	BU Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence	Activités de diversification	Holding	Total avant amort.	Amort.	
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 733	485	0	0	3 218		3 218
Produit Net des Jeux (PNJ)	943	232	6	0	1 182		1 182
Chiffre d'Affaires	946	232	66	0	1 244		1 244
Coûts des ventes	-514	-110	-33	0	-657	-21	-678
Coûts marketing et communication	-86	-54	-37	-19	-196	-26	-223
Marge contributive	346	69	-4	-19	391	-47	344
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-79	-79	-16	-95
EBITDA courant					312		
Amortissement						-63	
Résultat opérationnel courant (ROC)							249

BU Loterie :

Le chiffre d'affaires de la loterie s'établit à 958 M€, en hausse de +1,3%, sur la base de mises en progression de +2,3 %.

Cette performance, malgré une base de comparaison du 1^{er} semestre 2022 élevée qui reflétait le relancement très réussi de Cash en février, est attribuable aux jeux instantanés (mises +4%), avec des lancements et relancements très bien accueillis comme Carré Or en janvier, Club Color en mars ou Numéro Fétiche en mai.

La performance des jeux de tirage (mises -1 %) s'explique par un faible nombre de jackpots élevés Loto et Euromillions sur l'ensemble du semestre, jeux dont le taux de transformation des mises en chiffre d'affaires est élevé et qui bénéficient d'un fort taux de digitalisation. Par ailleurs, les effets induits de la nouvelle formule d'Amigo mise en place début juin obèrent la performance du jeu.

Les coûts des ventes s'établissent à 527 M€, en hausse de +2,6 % (+13 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2022. Ils correspondent principalement à la rémunération des détaillants pour 393 M€, dont la hausse de +1,5% est en ligne avec celle du réseau sur la période. Les coûts marketing et communication sont en recul de -4,6%, à 82 M€.

La marge contributive de la BU Loterie ressort quasi stable à 349 M€, avec un taux de marge contributive de 36,4 %.

BU Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence :

Le chiffre d'affaires des paris sportifs et jeux en ligne en concurrence s'établit à 257 M€, en progression de +10,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2022, sur la base des mises en progression de +13,0 %. Le taux de retour aux joueurs, qui s'est progressivement normalisé au 2^{ème} trimestre par rapport à son niveau élevé du 1^{er} trimestre, ressort légèrement supérieur au niveau du 1^{er} semestre 2022.

La progression d'activité, forte sur les deux canaux de distribution, a bénéficié de la dynamique engendrée par la Coupe du Monde de fin 2022 et d'un calendrier footballistique plus important.

Les coûts des ventes s'établissent à 123 M€, en hausse de 12,0 % (+13 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2022. Ils correspondent principalement à la rémunération des détaillants, dont l'évolution est en ligne avec celle des mises du réseau. Les coûts marketing et communication s'établissent à 59 M€. Leur progression de +10,6 % (+6 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2022 reflète la dynamique d'activité.

La marge contributive de la BU Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence ressort à 74 M€, en augmentation de 6 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2022, soit un taux de marge contributive de 28,9 %.

Activités de diversification :

Les activités de diversification (Paiements & services, International et Divertissement) enregistrent un chiffre d'affaires de 74 M€. Par rapport à une base 2022 retraitée, l'augmentation de 8 M€ est principalement portée par l'activité International et la marge contributive ressort à 3 M€, en amélioration de 7 M€.

Holding :

Les coûts de holding s'établissent à 110 M€, en hausse de 27 M€ par rapport à ceux du 1^{er} semestre 2022, sous l'effet notamment d'une dotation exceptionnelle de 10 M€ relative au soutien, pour les cinq prochaines années, des actions de prévention du jeu des mineurs menées par le monde associatif, et de l'impact de l'inflation sur les principaux postes de charges.

2.3 Evolution et structure du bilan – Excédent Net de Trésorerie

M€	30.06.2023	31.12.2022	Var°
Actifs non courants	1 749,5	1 802,6	-53,0
<i>dont écart d'acquisition</i>	56,6	56,6	0,0
<i>dont droits exclusifs d'exploitation</i>	317,5	325,1	-7,5
<i>dont autres immobilisations incorporelles</i>	191,5	182,6	8,9
<i>dont immobilisations corporelles</i>	349,0	353,1	-4,1
<i>dont actifs financiers non courants</i>	815,8	866,9	-51,0
Actifs courants	1 172,3	1 489,0	-316,7
<i>dont créances clients et réseau de distribution</i>	291,0	465,8	-174,8
<i>dont autres actifs courants</i>	73,8	256,6	-182,8
<i>dont actifs financiers courants</i>	266,0	207,7	58,2
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	520,8	513,4	7,5
Actifs destinés à être cédés	18,0	24,2	-6,1
Total Actif	2 939,9	3 315,7	-375,9
Capitaux propres	835,9	925,4	-89,5
Passifs non courants	499,3	521,2	-21,9
<i>dont passifs financiers non courants</i>	407,5	431,1	-23,6
Passifs courants	1 595,3	1 858,3	-263,0
<i>dont dettes fournisseurs et réseau de distribution</i>	326,1	465,7	-139,6
<i>dont fonds joueurs courants</i>	307,4	304,6	2,8
<i>dont passifs de prélèvements publics</i>	351,5	459,0	-107,5
<i>dont gains à payer</i>	307,8	319,8	-12,1
<i>dont autres passifs courants</i>	203,0	222,1	-19,0
<i>dont passifs financiers courants</i>	82,0	74,4	7,6
Passifs destinés à être cédés	9,3	10,7	-1,4
Total Passif	2 939,9	3 315,7	-375,9

Actifs et passifs non courants

La variation des **droits exclusifs d'exploitation, des actifs corporels et autres actifs incorporels** (-3 M€) provient principalement des investissements (+64 M€) et des amortissements (-67 M€) de la période.

Les **actifs financiers non courants** diminuent de 51 M€ : pour bénéficier du redressement des marchés et de la hausse des taux d'intérêt, tout en réduisant le risque sur son portefeuille de placements et en améliorant sa liquidité, le groupe FDJ a cédé certains fonds, réinvestis par ailleurs, et renouvelé ou mis en place des comptes à terme.

Les **passifs financiers non courants** sont constitués de la part à plus d'un an des emprunts du Groupe et de la dette sur les contrats de location. Leur diminution de 24 M€ correspond principalement au passage en passifs financiers courants de 13 M€ sur les autres emprunts du Groupe, conformément à leurs échéanciers.

Actifs et passifs courants, éléments de besoin en fonds de roulement

La diminution des **actifs courants non financiers** de 382 M€ concerne principalement :

- les créances clients et réseau de distribution, dont la diminution de 175 M€ s'explique par un niveau d'activité en fin de semestre traditionnellement moins élevé qu'en fin d'année, conjugué à un effet calendrier⁴;
- les autres actifs courants, en baisse de 183 M€, qui comprenaient au 31 décembre 2022 un acompte de 202 M€ sur les passifs de prélèvements publics payé sur le 1^{er} semestre 2023.

Les **passifs courants non financiers** diminuent de 270 M€ principalement sous l'effet de la baisse :

- des dettes fournisseurs et réseau de distribution de 140 M€. Les dettes sur les réseaux de distribution évoluent pour les mêmes raisons que les créances sur les réseaux de distribution ;
- des passifs de prélèvements publics (-108 M€) impactés d'une part par un niveau d'activité sur le mois de juin traditionnellement moins élevé qu'en décembre, et d'autre part par la variation des lots non réclamés (-38 M€). Ces derniers font l'objet d'un paiement annuel et ont été versés sur le 1^{er} semestre pour 117 M€. Les autres prélèvements publics font l'objet d'un règlement sur un rythme mensuel.

Actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie

L'augmentation des **actifs financiers courants** de 58 M€ correspond à des nouveaux comptes à terme.

La **trésorerie et équivalents de trésorerie** augmente de 8 M€. Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles sur le semestre (+360 M€) ont plus que couvert le paiement des dividendes au titre de l'exercice 2022 (-253 M€), le remboursement des dettes financières (-14 M€) et les investissements (-64 M€).

⁴ L'effet calendrier correspond au nombre de jours entre le jour de la semaine correspondant à la date d'arrêté, et la date du dernier prélèvement auprès des points de vente

Excédent Net de Trésorerie

L'indicateur représentatif du niveau de trésorerie nette du Groupe est « l'excédent net de trésorerie ». Il évolue par rapport au 31 décembre 2022 et correspond désormais aux Actifs financiers non courants, Actifs financiers courants et Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des Passifs financiers non courants et des Passifs financiers courants, diminués :

- (i) des dépôts et cautionnements donnés, courants et non courants ;
- (ii) de la trésorerie soumise à restriction ;
- (iii) des sommes allouées exclusivement aux gagnants du jeu Euromillions
- (iv) des titres non consolidés, principalement composés de parts de fonds de capital-risque (innovation). Ces actifs n'étaient pas retraités dans le calcul de l'Excédent Net de Trésorerie jusqu'au 31 décembre 2022.

Cette définition vise à mieux refléter les actifs financiers nets mobilisables dans un très court terme par le Groupe.

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2022 publié	31.12.2022 retraité*
Actifs financiers non courants au coût amorti	400,0	395,0	395,0
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	386,8	443,0	443,0
Instrument dérivés non courants	18,2	19,0	19,0
Autres	10,8	9,8	9,8
Total Actifs financiers non courants	815,8	866,9	866,9
Actifs financiers courants au coût amorti	255,6	192,2	192,2
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	9,5	14,1	14,1
Instruments dérivés courants	0,1	0,7	0,7
Dépôts et cautionnements	0,7	0,7	0,7
Total Actifs financiers courants	266,0	207,7	207,7
Total Actifs financiers	1 081,8	1 074,6	1 074,6
Placements, équivalents de trésorerie	435,2	353,0	353,0
Comptes bancaires et autres disponibilités	85,6	160,4	160,4
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	520,8	513,4	513,4
Dettes financières, part à plus d'un an	-379,6	-401,3	-401,3
Dettes de location, part à plus d'un an	-26,5	-28,4	-28,4
Autres passifs financiers	-1,4	-1,4	-1,4
Total Passifs financiers non courants	-407,5	-431,0	-431,0
Dettes financières, part à moins d'un an	-71,7	-62,2	-62,2
Dettes de location, part à moins d'un an	-9,8	-9,3	-9,3
Instruments dérivés courants	-0,4	-0,3	-0,3
Découverts bancaires	0,0	-2,5	-2,5
Autres passifs financiers	-0,1	-0,1	-0,1
Total passifs financiers courants	-82,0	-74,4	-74,4
Total Passifs financiers	-489,5	-505,4	-505,4
Dépôts & cautionnements reçus / donnés (courants & non courants)	-10,1	-9,1	-9,1
Trésorerie soumise à restrictions	0,0	0,0	0,0
Sommes allouées exclusivement aux gagnants du jeu Euromillions	-90,9	-105,1	-105,1
Titres non consolidés *	-70,8		-68,7
EXCEDENT NET DE TRESORERIE	941,3	968,3	899,6

*Les titres non consolidés, présentés dans les actifs financiers non courants, sont exclus de la définition de l'Excédent Net de Trésorerie à partir du 1^{er} janvier 2023 et retraités en conséquence.

Rapprochement entre les différents indicateurs de trésorerie

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2022 publié	31.12.2022 retraité*
Trésorerie et équivalents de trésorerie	520,8	513,4	513,4
<i>Sommes allouées exclusivement aux gagnants du jeu Euromillions</i>	<i>-90,9</i>	<i>-105,1</i>	<i>-105,1</i>
Actifs financiers non courants au coût amorti	400,0	395,0	395,0
Actifs financiers courants au coût amorti	255,6	192,2	192,2
<i>Actifs financiers au coût amorti</i>	<i>655,6</i>	<i>587,2</i>	<i>587,2</i>
Trésorerie disponible	1 085,6	995,4	995,4
Fonds d'innovation	70,8	68,7	68,7
Autres placements non courants en juste valeur par résultat	316,0	374,3	374,3
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	386,8	443,0	443,0
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	9,5	14,1	14,1
<i>Actifs financiers en juste valeur par résultat</i>	<i>396,3</i>	<i>457,2</i>	<i>457,2</i>
Dette financière et autres passifs financiers	-451,4	-463,5	-463,5
Instruments dérivés actifs non courants	18,2	19,0	19,0
Instruments dérivés actifs courants	0,1	0,7	0,7
Instruments dérivés passifs courants	-0,4	-0,3	-0,3
Instruments Dérivés	17,9	19,5	19,5
Dette de location	-36,3	-37,8	-37,8
Découverts bancaires	0,0	-2,5	-2,5
Titres non consolidés *	-70,8	0,0	-68,7
Excédent net de Trésorerie	941,3	968,3	899,6

* Les titres non consolidés, présentés dans les actifs financiers non courants en juste valeur par résultat, sont exclus de la définition de l'Excédent Net de Trésorerie à partir du 1^{er} janvier 2023 et retraités en conséquence.

3 Perspectives 2023

Compte tenu du 1^{er} semestre et des pleins effets de la nouvelle formule d'Amigo attendus au 2nd semestre, le Groupe attend désormais un chiffre d'affaires en progression de plus de +5 % et de plus de +3 % à périmètre comparable⁵, avec un taux de marge d'EBITDA courant maintenu à environ 24 % sur l'ensemble de l'exercice 2023⁶.

⁵ Versus une progression initialement attendue entre +4 % et +5 % à périmètre comparable.

⁶ Sur l'ensemble de l'exercice 2022, le chiffre d'affaires intégrant L'Addition et Aleda en année pleine aurait été de 2 514 M€.

Les mesures d'efficacité opérationnelles initiées sur le 1er semestre 2023 pour compenser l'impact de l'inflation sur sa base de coûts seront renforcées sur la seconde partie de l'exercice.

4 Principaux risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du 2nd semestre 2023 sont de même nature que ceux qui sont présentés dans le chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel 2022, réf. D.23-0102 approuvé le 16 mars 2023 par l'AMF. Les évolutions sur le semestre des risques liés aux instruments financiers et aux litiges sont exposées dans les Comptes consolidés, dans les notes 3.4 « Couverture des risques opérationnels », 8.6 « Gestion des risques financiers » et 16 « Procédures contentieuses et judiciaires en cours » des notes aux comptes consolidés semestriels du présent rapport.

5 Parties liées

Les parties liées au 30 juin 2023 sont identiques à celles identifiées au 31 décembre 2022 et les transactions intervenues sont également de même nature.

6 Événements postérieurs à la clôture

Accord pour l'acquisition de Premier Lotteries Ireland, l'opérateur de la loterie irlandaise, nouvelle étape majeure du déploiement de la stratégie à l'international du groupe FDJ

FDJ a signé le 27 juillet un accord pour l'acquisition de Premier Lotteries Ireland, l'opérateur détenteur des droits exclusifs de la loterie nationale irlandaise jusqu'en 2034, pour une valeur d'entreprise de 350 millions d'euros. La finalisation de cette transaction reste soumise aux conditions suspensives usuelles, notamment l'autorisation du régulateur de la loterie irlandaise, qui devrait intervenir au second semestre 2023.

En 2022, Premier Lotteries Ireland a enregistré un produit brut des jeux (PBJ) de 399 M€ et un chiffre d'affaires de 140 M€, avec un taux de marge d'EBITDA comparable à celui de FDJ, soit une contribution additionnelle à la croissance du Groupe supérieure à 5 % en année pleine.

Signature d'un accord de cession de l'activité B2C de Sporting Group

Comme annoncé, le Groupe a pris des mesures pour redresser la rentabilité de son activité au Royaume-Uni. Ainsi, le 5 juillet, l'activité B2C – *spread betting*⁷ de Sporting Group a fait l'objet de la signature d'un accord préliminaire de cession, qui sera effectif lorsque les autorités compétentes au Royaume-Uni auront donné leur approbation.

⁷ Spread betting : le spread betting consiste à pronostiquer si un nombre d'actions (ou faits de match) durant une rencontre sera inférieur ou supérieur à une fourchette d'actions (spread) fixée par le coteur

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

30 JUIN 2023

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	17
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	18
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	19
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	20
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	21
1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE	22
1.1 INFORMATIONS GENERALES	22
1.2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DU GROUPE FDJ (LE GROUPE)	23
1.3 FAITS MARQUANTS	23
1.4 EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	24
2 REFERENTIEL ET PRINCIPES COMPTABLES	24
2.1 BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS	24
2.2 TEXTES ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE ET NON APPLIQUES PAR ANTICIPATION PAR LE GROUPE	26
2.3 NORMES, INTERPRETATIONS ET AMENDEMENTS D'APPLICATION OBLIGATOIRE AU 1 ^{ER} JANVIER 2023	26
2.4 TEXTES NON ENCORE ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE	26
3 DONNEES OPERATIONNELLES	26
3.1 PRODUIT BRUT DES JEUX (PBJ), PRODUIT NET DES JEUX (PNJ) ET CHIFFRE D'AFFAIRES	26
3.2 RESULTAT OPERATIONNEL	27
3.3 INFORMATION SECTORIELLE	28
3.4 COUVERTURE DES RISQUES OPERATIONNELS.....	28
3.5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	29
3.6 CREANCES COURANTES	31
3.7 FONDS JOUEURS	32
3.8 DETTES COURANTES	32
4 ECART D'ACQUISITION (GOODWILL)	33
5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	34
5.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	34
5.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	34
6 PROVISIONS	35
7 TRESORERIE ET INSTRUMENTS FINANCIERS	35
7.1 RESULTAT FINANCIER	35
7.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	36
7.3 ECHEANCIER DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	37
7.4 VARIATION DES PASSIFS FINANCIERS	38
7.5 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	38
7.6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS	39
8 FLUX DE TRESORERIE	41

9	PARTICIPATIONS DANS LES COENTREPRISES	41
10	ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES.....	42
11	IMPOT.....	42
12	RESULTAT PAR ACTION.....	42
13	CAPITAUX PROPRES	43
13.1	CAPITAL SOCIAL	43
13.2	ACTIONS AUTODETENUES	43
13.3	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	43
14	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	43
14.1	ETAT	43
14.2	AUTRES PARTIES LIEES.....	44
15	PROCEDURES CONTENTIEUSES ET JUDICIAIRES EN COURS	44
16	ENGAGEMENTS HORS BILAN	46
17	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	46

Compte de résultat consolidé

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi à la centaine de milliers d'euros. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre les différents états.

<i>En millions d'euros</i>	Note	30.06.2023	30.06.2022
Produit brut des jeux	3.1	3 295,0	3 218,3
<i>Prélèvements publics</i>	3.1	-2 082,4	-2 042,6
<i>Autres activités paris sportifs</i>	3.1	5,1	6,1
Produit net des jeux	3.1	1 217,8	1 181,8
Produit des autres activités	3.1	71,2	30,5
Chiffre d'affaires	3.1	1 289,0	1 212,3
Coûts des ventes	3.2	-700,8	-652,1
Coûts marketing et communication	3.2	-222,8	-221,3
Coûts administratifs et généraux	3.2	-118,4	-88,2
Autres produits opérationnels	3.2	0,4	2,4
Autres charges opérationnelles	3.2	-7,7	-7,9
Résultat opérationnel courant	3.2	239,6	245,1
Autres produits opérationnels non courants	3.2	2,3	0,1
Autres charges opérationnelles non courantes	3.2	-16,6	-6,1
Résultat opérationnel		225,4	239,2
Coût de l'endettement financier		-7,5	-2,6
Autres produits financiers		35,2	8,3
Autres charges financières		-9,0	-28,0
Résultat financier	8.1	18,7	-22,4
Quote-part dans les résultats nets des coentreprises	10	2,4	1,0
Résultat avant impôt		246,5	217,7
Charge d'impôt sur le résultat	12	-65,4	-58,2
Résultat net de la période		181,0	159,5
- dont Part du Groupe		181,0	159,5
- dont Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Résultat de base par action (en euros)	13	0,948	0,835
Résultat dilué par action (en euros)	13	0,949	0,834

Le Produit Brut des Jeux (PBJ) constitue l'indicateur de référence du niveau d'activité dans le secteur des jeux d'argent. Pour une meilleure comparabilité, la présentation du compte de résultat du groupe FDJ évolue et est désormais alignée sur cet agrégat, dont les éléments constitutifs sont les mises, nettes de la part revenant aux gagnants et le PBJ des autres activités.

Etat du résultat global consolidé

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	30.06.2022
Résultat net de la période	181,0	159,5
Couverture des flux de trésorerie, avant impôt	-1,2	11,9
Couverture d'investissement net dans des activités à l'étranger, avant impôt	0,8	0,5
Variation nette des écarts de conversion, avant impôt	-1,9	0,3
Impôt lié aux éléments recyclables ultérieurement en résultat	0,1	-3,2
Éléments recyclés ou recyclables ultérieurement en résultat	-2,3	9,5
Gains et pertes actuariels	-5,5	10,7
Impôt lié aux éléments non recyclables ultérieurement en résultat	1,4	-2,8
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat	-4,1	7,9
Autres éléments du résultat global	-6,3	17,5
Résultat global de la période	174,7	177,0
- dont Part du Groupe	174,7	177,0
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0

Etat de la situation financière consolidée

<i>En millions d'euros</i>			
ACTIF	Note	30.06.2023	31.12.2022
Ecart d'acquisition	4	56,6	56,6
Droits exclusifs d'exploitation	5.1	317,5	325,1
Autres immobilisations incorporelles	5.1	191,5	182,6
Immobilisations corporelles	5.2	349,0	353,1
Actifs financiers non courants	8.2	815,8	866,9
Participations dans des co-entreprises	10	19,0	18,3
Actifs non courants		1 749,5	1 802,6
Stocks		20,6	18,5
Créances clients et réseau de distribution	3.6	291,0	465,8
Autres actifs courants	3.6	73,8	256,6
Actifs d'impôts exigibles		0,1	27,0
Actifs financiers courants	8.2	266,0	207,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.5	520,8	513,4
Actifs courants		1 172,3	1 489,0
Actifs destinés à être cédés	11	18,0	24,2
TOTAL ACTIF		2 939,9	3 315,7

<i>En millions d'euros</i>			
PASSIF	Note	30.06.2023	31.12.2022
Capital social		76,4	76,4
Report à nouveau (incl. résultat de l'exercice)		734,1	817,3
Réserves des autres éléments du résultat global		25,4	31,7
Capitaux propres part du Groupe	14	835,9	925,4
Intérêts attribuables aux Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Capitaux Propres		835,9	925,4
Provisions pour retraites et engagements assimilés	3.5	50,0	44,1
Provisions non courantes	6	8,8	11,1
Passifs d'impôts différés		33,0	34,9
Passifs financiers non courants	8.2	407,5	431,1
Passifs non courants		499,3	521,2
Provisions courantes	6	14,0	11,4
Dettes fournisseurs et réseau de distribution	3.8	326,1	465,7
Passifs d'impôts exigibles		3,5	1,3
Fonds joueurs courants	3.7	307,4	304,6
Passifs de prélèvements publics	3.8	351,5	459,0
Gains à payer - Disponibilités joueurs	3.8	307,8	319,8
Autres passifs courants	3.8	203,0	222,1
Passifs financiers courants	8.2	82,0	74,4
Passifs courants		1 595,3	1 858,3
Passifs destinés à être cédés	11	9,3	10,7
TOTAL PASSIF		2 939,9	3 315,7

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Note	30.06.2023	30.06.2022
ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Résultat net consolidé de la période		181,0	159,5
Variation des amortissements, dépréciation d'actifs		66,6	63,0
Variation des provisions		7,0	-1,1
Plus ou moins-value de cession		0,0	0,7
Charge d'impôt		65,4	58,2
Autres éléments non cash du P&L		2,4	1,4
Résultat financier		-18,7	22,4
Quote-part dans les résultats nets des coentreprises		-2,4	-1,0
Éléments sans incidence sur la trésorerie		120,3	143,6
Utilisation des provisions - décaissements		-5,4	-4,4
Intérêts reçus		24,0	-1,2
Impôts payés		-37,7	-62,4
Variation des clients et autres actifs courants		370,1	342,9
Variation des stocks		-2,2	0,3
Variation des fournisseurs et autres passifs courants		-277,6	-296,9
Variation des autres éléments de besoin en fonds de roulement		-12,3	-7,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		78,0	39,3
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	9	360,4	274,3
ACTIVITES D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-63,9	-47,3
Variation des actifs financiers courants et non courants		-8,0	-26,9
Variation des prêts et avances consentis		-0,1	0,1
Dividendes reçus des coentreprises et des participations		1,0	0,2
Autres		-0,2	10,1
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement	9	-71,1	-63,8
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Remboursement part courante dette financière long terme		-14,0	-41,8
Remboursement dette de location		-3,9	-3,8
Dividendes versés aux actionnaires ordinaires de la société mère		-253,4	-229,5
Intérêts payés		-6,3	-2,6
Autres		-3,3	-3,0
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement	9	-281,0	-280,8
Incidence de la variation des taux de change		1,6	0,4
Augmentation / (Diminution) nette de la trésorerie nette		9,9	-69,9
Concours bancaires courants au 1er janvier		-2,5	0,0
Concours bancaires courants au 30 juin		0,0	-0,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier		513,4	601,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin		520,8	532,1

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Capital social	Réserves statutaires	Report à nouveau (yc résultat de l'exercice et réserve facultative)	Couverture flux de trésorerie	Écarts de conversion (incl. couverture d'investissement net)	Gains et pertes actuariels	Réserves des autres éléments du résultat global	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31.12.2021	76,4	91,7	654,1	0,4	6,2	0,4	6,9	829,1	0,0	829,1
Résultat net 30 juin 2022			159,5					159,5	0,0	159,5
Autres éléments du résultat global (OCI)				8,9	0,7	7,9	17,5	17,5		17,5
Résultat global de la période	0,0	0,0	159,5	8,9	0,7	7,9	17,5	177,0	0,0	177,0
Affectation du résultat N-1		5,2	-5,2							
Dividendes 2021 distribués			-236,6					-236,6		-236,6
Autres*		-96,8	94,8					-2,1		-2,1
Capitaux propres au 30.06.2022	76,4	0,0	666,6	9,2	6,8	8,3	24,4	767,3	0,0	767,3
Capitaux propres au 31.12.2022	76,4	0,0	817,3	13,9	6,7	11,1	31,7	925,4	0,0	925,4
Résultat net 30 juin 2023			181,0					181,0	0,0	181,0
Autres éléments du résultat global (OCI)				-0,9	-1,4	-4,1	-6,3	-6,3		-6,3
Résultat global de la période	0,0	0,0	181,0	-0,9	-1,4	-4,1	-6,3	174,7	0,0	174,7
Affectation du résultat N-1		0,0	0,0					0,0		0,0
Dividendes 2022 distribués			-261,7				0,0	-261,7		-261,7
Autres		0,0	-2,5				0,0	-2,5		-2,5
Capitaux propres au 30.06.2023	76,4	0,0	734,1	13,0	5,4	7,1	25,4	835,9	0,0	835,9

Les produits et charges reconnus directement en autres éléments du résultat global sont constitués principalement par les écarts actuariels sur les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière et les congés de fin de carrière.

* Décision, lors de l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 26 avril 2022, de transférer la réserve statutaire à la réserve facultative pour 96,8 M€.

1 Présentation générale du Groupe

1.1 Informations générales

FDJ est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes sur les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce, sous réserve des dispositions du cadre juridique tel que décrit dans la note 1.2. Son siège social est situé au 3/7, Quai du Point du Jour, 92650 Boulogne-Billancourt. Elle est admise aux négociations sur le marché Euronext Paris.

Son actionnariat au 30 juin 2023 se répartit entre l'Etat français (20%), des associations d'anciens combattants sous concert⁸ (15%), dont 10% détenus par l'Union des Blessés de la Face et de la Tête UBFT, Predica (5%), les fonds actionnariat salariés (4%) et des détentions individuelles inférieures à 5%.

L'Etat exerce un contrôle étroit sur la société, se traduisant notamment par l'agrément par les Ministres chargés du Budget et de l'Economie de la nomination du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, et de l'agrément préalable de tout franchissement de seuil de 10% ou d'un multiple de 10% du capital.

Au 30 juin 2023, le Groupe exerce son activité d'opérateur et de distributeur de jeux d'argent en France, dans les départements métropolitains et d'Outre-Mer, dans quatre collectivités d'Outre-Mer et à Monaco. Il est présent à l'international, principalement au travers de ses participations dans les sociétés suivantes :

- Sporting Group, britannique, incluant 5 sociétés, qui propose des services de gestion de l'offre et du risque aux opérateurs de paris sportifs d'une part, et des offres de paris sportifs (spread betting ou paris à fourchette, et fixed odds ou paris à cotes fixes) d'autre part ;
- Beijing Zhongcai Printing (BZP), société chinoise d'imprimerie de tickets de loterie ;
- Services aux Loteries en Europe (SLE), coopérative de droit belge créée dans le cadre d'Euromillions pour assurer les prestations de tirage et d'administration du tirage pour le compte des loteries participantes ;
- Lotteries Entertainment Innovation Alliance AS (LEIA), société de droit norvégien qui exploite une plateforme de jeux digitaux ;
- FGS Canada, société de droit canadien

Les états financiers consolidés résumés reflètent la situation financière et le résultat de FDJ et de ses filiales (« le Groupe »), ainsi que les participations du Groupe dans les co-entreprises. Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère.

⁸ Le bloc des associations d'anciens combattants sous concert est composé des entités suivantes : Fédération Nationale André Maginot (FNAM), Association des Mutilés de Guerre des Yeux et des Oreilles (AMGYO), Union Fédérale, CARAC, France Mutualiste, l'UBFT et les Ailes Brisées.

1.2 Contexte réglementaire du groupe FDJ (le Groupe)

FDJ exploite ses activités dans le secteur des jeux d'argent et de hasard, un secteur fortement régulé et contrôlé, qui relève d'un principe général de prohibition assorti de dérogations encadrées.

Les activités de paris sportifs en ligne et de poker en ligne, en concurrence, sont notamment régies par les dispositions de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 et exploitées dans le cadre d'un agrément accordé pour 5 ans. L'agrément pour les paris sportifs en ligne dont bénéficie FDJ a été renouvelé en dernier lieu par l'ANJ en septembre 2020, tandis que celui relatif au poker en ligne lui a été accordé par cette même autorité en octobre 2022.

La loi Pacte du 23 mai 2019 et l'ordonnance prise en novembre 2019 sur son fondement ont conforté pour une durée de 25 ans les droits exclusifs confiés à FDJ sur les activités de jeux de loterie (jeux de tirage et jeux instantanés) en point de vente et en ligne et sur les paris sportifs en point de vente. Les textes en vigueur définissent également, pour les jeux de loterie et les paris sportifs, l'assiette, les taux et la territorialité des prélèvements publics, et encadrent les taux de retour aux joueurs, ainsi que la profondeur des offres autorisées. Une convention conclue entre l'Etat et FDJ le 17 octobre 2019 complète le régime applicable à ces droits exclusifs et prévoit qu'au terme normal ou anticipé de ceux-ci, les biens strictement nécessaires à l'exploitation des droits exclusifs sont repris par l'État contre une indemnité correspondant à la valeur vénale des immeubles et la valeur nette comptable des autres immobilisations.

Ces textes, ainsi que les dispositions réglementaires prises pour leur application, mettent en place un contrôle étroit de l'Etat sur l'exploitation de ces droits exclusifs se traduisant par des prérogatives spécifiques (agrément ministériel des mandataires sociaux préalablement à leur nomination, approbation ministérielle de tout projet de modification des statuts de la société, présence d'un commissaire du Gouvernement avec droit de veto sur les décisions du CA...).

1.3 Faits marquants

Confirmation du monopole de La Française des Jeux par le Conseil d'État

Saisi en décembre 2019 par une association et plusieurs sociétés de jeux d'argent et de hasard, le Conseil d'État a jugé le 14 avril que le monopole de La Française des Jeux est conforme au droit de l'Union européenne. Il a également jugé que la durée de vingt-cinq ans de ces droits exclusifs, définie dans le cadre la loi Pacte, n'est pas excessive.

Enfin, concernant les 380 millions d'euros versés à l'État par La Française des Jeux au titre de ces droits exclusifs, le Conseil d'État se prononcera après la décision qui sera rendue par la Commission européenne sur le caractère approprié de cette somme, à la suite de son enquête au titre des aides d'État initiée en juillet 2021.

Nouvelle formule du jeu Amigo

Amigo, jeu en point de vente avec un tirage toutes les 5 minutes, a été relancé début juin avec une formule revue conformément à la décision de l'Autorité nationale des jeux. Ce relancement s'accompagne, notamment, de la réduction du nombre de tirages (avec une suspension pendant 15 minutes par heure entre 6 heures et 14 heures) et du montant maximum par prise de jeu (8 euros versus 20 euros).

Accompagnement des points de vente affectés par les émeutes

Environ 450 points de vente FDJ ont subi des dégradations plus ou moins importantes lors des émeutes de l'été, deux-tiers d'entre eux ont déjà réouvert. Le Groupe est aux côtés de ses détaillants, notamment en reportant les prélèvements ou en gérant les impayés, et les accompagne afin de faciliter leur réouverture, par exemple grâce au fonds Rebond (dispositif d'accompagnement personnalisé, lancé en 2020, pour fournir aide administrative, soutien juridique, accompagnement financier...).

Soutien accru en faveur de la prévention du jeu des mineurs

Pour renforcer plus encore ses actions en faveur du jeu responsable, et en particulier contre le jeu des mineurs, FDJ a pris début 2023 un engagement exceptionnel de 10 M€ pour soutenir, sur les cinq prochaines années, des actions de prévention du jeu des mineurs, menées par le monde associatif et qui débuteront d'ici la fin de l'année.

Les 30 ans de La Fondation d'entreprise FDJ en faveur de l'égalité des chances

Depuis 1993, la Fondation FDJ est venue en aide à plus de 300 000 bénéficiaires sur tout le territoire français. Elle soutient des projets d'intérêt général destinés aux personnes en difficulté et s'attache à accompagner des projets innovants en faveur de l'égalité des chances par l'éducation et l'inclusion dans la société. Selon une étude EY, pour 1 euro de soutien aux associations par la Fondation FDJ, la valeur sociale créée s'élève à 3,4 euros.

Renouvellement de la notation « A » sur le score carbone Axylia

FDJ obtient, pour la 2^{ème} année consécutive, le score carbone « A » de l'indice Vérité40 établi par Axylia et composé des 40 meilleurs scores carbone des entreprises du SBF 120.

1.4 Evolution du périmètre de consolidation

Il n'y a pas d'évolution dans le périmètre de consolidation. La liste des entités consolidées est présentée dans le rapport financier du Groupe établi pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

2 Référentiel et principes comptables

2.1 Base de préparation et de présentation des états financiers

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 du groupe FDJ (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En conséquence, ils ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels mais seulement les événements significatifs de la période. Ces comptes doivent être lus conjointement avec

les états financiers du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, arrêtés par le Conseil d'Administration du 14 février 2023, selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont disponibles sur le site internet www.groupefdj.com.

Les états financiers résumés sont établis au 30 juin 2023 suivant des principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, à l'exception des éléments suivants :

- Avantages du personnel : la charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite, aux congés de fin de carrière et autres avantages du personnel est déterminée à partir d'une projection de l'évaluation actuarielle réalisée au 31 décembre 2022, avec une mise à jour du taux d'actualisation et des sorties au 30 juin 2023 ; elle prend également en compte l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite.
- Impôt sur le résultat : la charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.

La préparation des états financiers intermédiaires nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs et les produits et charges à la date de clôture.

L'évolution de l'environnement économique, financier et sanitaire a conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques. Cet environnement a été pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les business plans et les taux d'actualisation utilisés pour les tests de perte de valeur ou les calculs de provisions.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base des informations régulièrement mises à jour. Les résultats futurs des opérations concernées peuvent différer de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe portent principalement sur les éléments suivants :

- Le taux d'actualisation et les hypothèses de départ pour les avantages au personnel (note 3.5) ;
- L'appréciation des risques juridiques et leur quantification pour les provisions pour risques et les provisions pour litiges (note 6) ;
- Les durées d'utilité et la valeur recouvrable pour l'évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles (note 5) ;
- L'appréciation du risque de non-recouvrement des impayés pour l'évaluation de la valeur recouvrable des créances sur le réseau de distribution (note 3.6) ;
- La juste valeur des actifs non cotés sur des marchés actifs pour les actifs financiers (note 8) ;
- les hypothèses de valorisation retenues pour l'évaluation des actions de performance (EBITDA courant, bénéfice par action, probabilité d'atteinte des objectifs, taux sans risque, cours de l'action) (note 3.5) ;
- les contrats de location (principalement durée maximum retenue de 9 ans pour les contrats de location immobilière, contrats d'un montant individuel supérieur à 5 K€).

Outre l'utilisation d'estimations, le Groupe fait usage de jugements pour définir le traitement comptable le plus adapté pour certaines activités et transactions, notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées :

- L'identification ou non de contrats de location dans certains accords ;
- Les regroupements de secteurs opérationnels pour la présentation des secteurs (note 3.3).

2.2 Textes adoptés par l'Union européenne et non appliqués par anticipation par le Groupe

Aucune norme ou interprétation applicable par anticipation n'a été appliquée par le Groupe au 30 juin 2023.

2.3 Normes, interprétations et amendements d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023

Les amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023 (IFRS 17 et amendements liés : contrats d'assurance, amendements à IAS 1 : description des méthodes comptables, amendements à IAS 8 : définition d'une estimation comptable, amendements à IAS 12 : impôts différés relatifs à des actifs et passifs issus d'une même transaction) approuvés par l'Union Européenne n'ont pas d'incidence sur les états financiers du Groupe.

2.4 Textes non encore adoptés par l'Union européenne

- Amendements à IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants
- Amendements à IFRS 16 – Dette de loyer dans une transaction de cession-bail
- Amendements à IAS 7 et IFRS 7 – Accords de financement des fournisseurs

Les analyses de ces textes sont en cours. A ce stade, le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif.

3 Données opérationnelles

3.1 Produit Brut des jeux (PBJ), Produit net des jeux (PNJ) et chiffre d'affaires

Le produit brut des jeux (PBJ) s'élève à 3 295 M€, en hausse de +2,4 %. Après 2 082 M€ de prélèvements publics, en hausse de +1,9 %, le produit net des jeux (PNJ)⁹ ressort à 1 218 M€, en progression de +3,0 %, sur la base de mises en progression de +4,4%. Il inclut la commission liée à l'activité de poker en ligne.

En tenant compte du produit des autres activités, de 71 M€, le chiffre d'affaires semestriel du Groupe s'établit à 1 289 M€, en progression est de +6,3 %.

	30.06.2023	30.06.2022
<i>En millions d'euros</i>		
Jeux de tirage	391,0	400,9
Jeux instantanés	564,4	542,4
Total Loterie	955,4	943,3
Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence	256,8	232,4
Autres*	5,6	6,2
Total PNJ	1 217,8	1 181,8
Produit des autres activités	71,2	30,5
Chiffre d'affaires	1 289,0	1 212,3

⁹ Le produit net des jeux (PNJ) correspond au PBJ net des prélèvements publics. Il constitue la rémunération de FDJ sur ses activités des jeux.

* offre de paris sportifs classiques (« fixed odds ») proposée par Sporting Group

3.2 Résultat opérationnel

Résultat opérationnel courant

Les **coûts des ventes** s'élèvent à 701 M€. 493 M€ représentent la rémunération des détaillants, dont la progression (+3,1% soit +15 M€) est corrélée à celle des mises en point de vente. Les autres coûts des ventes, de 208 M€, augmentent de + 19,4%, suite notamment à l'intégration d'Aleda et de l'Addition en année pleine et à l'impact de l'inflation sur différents postes de charges dont les supports de jeux.

Les **coûts marketing et communication** s'élèvent à 223 M€, quasi stables par rapport à l'an dernier. Ils comprennent les coûts liés au développement de l'offre de jeux et de services, notamment digitaux, qui continuent de progresser, ainsi que les coûts de publicité et de communication qui baissent.

Les **coûts administratifs et généraux** regroupent principalement les frais de personnel et de fonctionnement des fonctions centrales, ainsi que les coûts des bâtiments et les coûts d'infrastructures informatiques. Ils s'établissent à 118 M€, dont 10 M€ de dotation exceptionnelle relative au soutien, pour les cinq prochaines années, d'actions de prévention du jeu des mineurs menées par le monde associatif. Leur augmentation par rapport aux 88 M€ du 1^{er} semestre 2022 reflète notamment l'impact de l'inflation sur les principaux postes de charges.

Sur le semestre, le Groupe a poursuivi ses mesures d'efficacité opérationnelle, notamment pour compenser l'impact de l'inflation sur sa base de coûts.

Les **autres produits et charges opérationnels** s'élèvent à -7 M€ et incluent principalement la charge d'amortissement des droits exclusifs d'exploitation des jeux.

Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** du Groupe s'établit ainsi à 240 M€, en recul de -2,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2022.

Éléments du compte de résultat par nature

Le détail des charges de personnel figure en note 3.5.

Les **dotations nettes aux amortissements** sur les actifs corporels et incorporels s'élèvent à 60 M€ sur le 1^{er} semestre 2023 (63 M€ au 1^{er} semestre 2022).

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les **autres produits et charges opérationnels non courants** s'établissent à -14,2 M€ contre -6,0 M€ au 1^{er} semestre 2022. Ils incluent principalement l'impact de la réévaluation des actifs B2C – *spread betting* de Sporting Group en cours de cession (voir note 11 – Actifs et passifs destinés à être cédés) ainsi que des coûts de croissance externe.

Le **résultat opérationnel** du 1^{er} semestre 2023 ressort ainsi à 225 M€, en baisse de 5,7 % (-14 M€) par rapport à celui du 1^{er} semestre 2022.

3.3 Information sectorielle

30.06.2023							
en millions d'euros	BU Loterie	BU Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence	Activités de diversification	Holding	Total avant amort.	Amort.	Total Groupe
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 759	536	1	0	3 295		3 295
Produit Net des Jeux (PNJ)	955	257	6	0	1 218		1 218
Chiffre d'Affaires	958	257	74	0	1 289		1 289
Coûts des ventes	-527	-123	-33	0	-683	-18	-701
Coûts marketing et communication	-82	-59	-39	-16	-197	-26	-223
Marge contributive	349	74	3	-16	409	-44	365
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-110	-110	-16	-126
EBITDA courant					300		
Amortissement						-60	
Résultat opérationnel courant (ROC)							240

30.06.2022							
en millions d'euros	BU Loterie	BU Paris sportifs et jeux en ligne en concurrence	Activités de diversification	Holding	Total avant amort.	Amort.	Total Groupe
Produit Brut des Jeux (PBJ)	2 733	485	0	0	3 218		3 218
Produit Net des Jeux (PNJ)	943	232	6	0	1 182		1 182
Chiffre d'Affaires	946	232	34	0	1 212		1 212
Coûts des ventes	-514	-110	-8	0	-631	-21	-652
Coûts marketing et communication	-86	-54	-36	-19	-195	-26	-221
Marge contributive	346	69	-10	-19	386	-47	339
Coûts administratifs et généraux & Autres produits et charges opérationnels				-78	-78	-16	-94
EBITDA courant					308		
Amortissement						-63	
Résultat opérationnel courant (ROC)							245

L'**EBITDA courant** correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements. Sur la base de dotations nettes aux amortissements sur les actifs corporels et incorporels de 60 M€ (63 M€ sur le 1^{er} semestre 2022), l'EBITDA courant s'établit à 300 M€, en baisse de -2,7% (-8 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2022.

Le **taux de marge d'EBITDA courant** atteint 23,3% au 1^{er} semestre 2023. Hors la dotation exceptionnelle de 10 millions d'euros pour soutenir des actions de prévention du jeu des mineurs menées par le monde associatif, le taux de marge du 1^{er} semestre 2023 s'établit à 24,0%.

3.4 Couverture des risques opérationnels

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie des jeux de loterie est couvert par une police d'assurance. Elle est souscrite par FDJ dans le cadre d'un contrat annuel auprès de plusieurs compagnies d'assurance pour la couverture des risques cumulés de contrepartie des jeux de loterie reposant sur une mécanique de contrepartie. En 2023, la police souscrite couvre l'impact net cumulé sur le PNJ des pertes éventuelles de contrepartie sur l'exercice au-delà d'un montant de 8 M€ (franchise), pour une capacité maximum

de 130 M€, et dans la limite des gains payables au titre d'un tirage unitaire, dont le montant est fixé par le règlement de chacun des jeux ou, à défaut, par l'article D 322-14 du Code de la sécurité intérieure. La prime d'assurance est présentée dans les coûts des ventes, ainsi que les paiements liés aux sinistres le cas échéant. Il n'y a pas eu d'indemnisation au titre de cette police d'assurance.

Risque de crédit sur les créances opérationnelles

Les créances du Groupe, principalement relatives à son réseau de détaillants, correspondent aux mises collectées par eux et qui font l'objet d'un prélèvement hebdomadaire par FDJ. L'agrément FDJ nécessaire pour commercialiser ses jeux est donné aux détaillants après obtention d'une caution demandée de manière systématique. Le risque sur les créances détaillants est analysé notamment par un comité de suivi réunissant régulièrement des responsables des directions commerciale, financière, juridique, sécurité et jeu responsable, en charge de statuer sur des cas particuliers et significatifs d'impayés, et de décider du passage en contentieux de certaines créances. Les règles de dépréciation des créances sont fonction de leur montant et de leur antériorité, et en phase avec le modèle des pertes de crédit attendues, compte tenu des délais de règlement extrêmement courts et des dispositifs de gestion du risque de crédit mis en place. Le Groupe considère que le risque de défaillance des détaillants susceptible d'avoir une incidence significative sur sa situation financière et son résultat est limité. Les autres créances font l'objet de dépréciation au cas par cas.

Risque de change sur les activités opérationnelles

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe s'expose à des risques de change résultant de dettes de fournisseurs étrangers et de créances libellées en devises étrangères. Ce risque est mesuré globalement pour chacune des devises concernées. La politique générale du Groupe est de couvrir ce risque par exercice.

La devise sur laquelle le Groupe a encouru une exposition significative est le dollar américain pour un montant maximum équivalent de 37 MUS\$ (29 MUS\$ en 2022).

Compte tenu du volume annuel des achats en devises étrangères, le risque de change sur les activités opérationnelles reste limité dans le Groupe. La juste valeur des instruments dérivés sur la couverture des achats en devises des supports de jeux est de -0,3 M€ au 30 juin 2023 (1,9 M€ au 30 juin 2022). La variation de juste valeur en cas de hausse ou de baisse serait de -2,0 M€ et +2,7 M€ en cas de variation de la parité €/ US\$ (+/- 0,10 US\$ pour 1 €).

3.5 Charges et avantages du personnel

Effectifs du Groupe

Les Effectifs Moyens Pondérés (EMP) de FDJ et des sociétés consolidées en intégration globale, incluant toutes les natures de contrat, dont l'intérim, sont les suivants :

	30.06.2023	30.06.2022
Total effectifs moyens pondérés	3 139	2 755

	30.06.2023	30.06.2022
Total effectifs fin de période	3 121	2 785

Charges de personnel

En millions d'euros	30.06.2023	30.06.2022
Rémunération et charges sociales	139,9	122,9
Participation et intéressement	20,2	17,9
Avantages à long terme	1,1	-0,6
Actions de performance	2,4	1,3
Autres	24,5	11,7
Total charges de personnel	188,1	153,2

La croissance des charges de personnel est principalement induite par celle des effectifs, ainsi que par l'application de la politique salariale et des accords d'entreprise et par les congés de fin de carrière.

Les charges de personnel incluent l'évaluation d'une quote-part de la promesse de rachat des titres l'Addition, basée sur les conditions de présence des salariés et les charges relatives aux paiements fondés en actions.

Passifs liés au personnel

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2022
Indemnités de fin de carrière	20,2	23,3
Médailles du travail	7,2	7,0
Frais de santé	3,8	3,6
Congé Fin de Carrière	18,8	10,1
Provisions pour retraites et engagements assimilés	50,0	44,1

Le taux d'actualisation retenu pour le 30 juin 2023 s'élève à 3,7% (3,7% au 31 décembre 2022).

Les résultats des tests de sensibilité montrent que les variations à la hausse et à la baisse de 100 points de base du taux d'actualisation auraient une incidence respective de -9% et de +8% sur l'ensemble des provisions.

L'allongement de l'âge légal de départ à la retraite a une incidence non significative sur la provision pour indemnités de fin de carrière, ainsi que sur la provision pour congés de fin de carrière au 1^{er} janvier 2023.

L'augmentation de la provision pour congé de fin de carrière est notamment due à des entrées de population du fait de la réforme des retraites, à de nouveaux collaborateurs ayant signé un accord, majoritairement issus de la population éligible au 31 décembre 2022 et au service cost du premier semestre. La variation de la provision ressort à 9 M€, dont 4 M€ en autres éléments du résultat global. L'hypothèse de taux d'adhésion retenue pour les congés de fin de carrière est de 25%.

Actions de performance

Trois plans d'actions de performance sont en vigueur. Ces actions ont été accordées à la Présidente directrice générale, au directeur général délégué et à certains salariés du Groupe. Les droits à attribution d'actions de performance ont été évalués à leur juste valeur à la date d'attribution, donnant droit au nombre d'actions indiqué ci-dessous, sur une base d'atteinte des conditions de performance à hauteur de 100%.

Les droits accordés ne sont définitivement acquis qu'à l'issue d'une période de trois ans sous la condition de présence.

L'attribution des actions est soumise à des conditions de performance (EBITDA courant, bénéfice par action, rendement total pour les actionnaires – Total Shareholder Return (TSR) – de FDJ, taux de mises identifiées et notation Moody's ESG Solutions). Si les objectifs ne sont pas atteints, le nombre d'actions livrées et la charge seront réduits. En cas de surperformance, le nombre d'actions livrées sera majoré dans une limite de 145% des droits accordés.

Les conditions de performance sont évaluées sur 3 exercices à compter de l'exercice au cours duquel les actions sont attribuées. La livraison des actions intervient au cours de l'année suivant cette période de 3 exercices ; soit en 2024 pour l'attribution d'actions intervenue en 2021, en 2025 pour l'attribution d'actions intervenue en 2022 et en 2026 pour l'attribution d'actions intervenues en 2023.

Plan	2021-2024	2022-2025	2023-2026
Date d'attribution	30/06/2021	26/04/2022	27/04/2023
Nombre d'actions	95 867	174 764	175 828
Cours de l'action	49,58	34,6	38,8
Juste valeur	44,20	28,65	31
Dividendes attendus sur la période d'acquisition	5,3%	10,0%	12,3%
Volatilité de l'action	23,0%	34,4%	23,3%
Poids des conditions de performance non marché (base 100%)	85,0%	85,0%	85,0%
Poids des conditions de performance liées au TSR (base 100%)	15,0%	15,0%	15,0%
Méthode de valorisation	Monte Carlo		

La charge est estimée à 19,4 M€ (charges patronales comprises) sur la durée des plans, dont 2,4 M€ sur la période. Sur la période, 98 361 actions ont été acquises par le Groupe pour un montant de 3,7 M€ afin de les distribuer aux bénéficiaires à l'échéance des plans.

3.6 Créances courantes

Créances clients et réseau de distribution

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2022
Créances clients (valeur brute)	71,6	72,7
Créances envers le réseau de distribution (valeur brute)	237,3	411,0
Dépréciation	-17,9	-17,9
Total créances clients et réseau de distribution	291,0	465,8

Les créances clients sont principalement liées à l'activité du Groupe avec des loteries étrangères pour la réalisation de services informatiques.

Le réseau de distribution est prélevé sur un rythme hebdomadaire des mises qu'il collecte auprès des joueurs, nettes des lots payés et de leurs commissions. Les mises sont inscrites à l'actif tandis que les lots et commissions se trouvent au passif.

Les créances sur le réseau de distribution correspondent aux mises encaissées par le réseau en fin de période, et non encore prélevées par FDJ. Leur niveau est notamment déterminé par le jour de la semaine qui correspond au dernier jour de la période. Leur diminution s'explique par un niveau d'activité en fin de semestre traditionnellement moins élevé qu'en fin d'année, conjugué à un effet calendrier¹⁰.

Autres actifs courants

¹⁰ Compte tenu du paiement hebdomadaire, l'effet calendrier sur les créances auprès des points de vente fluctue entre 3 et 9 jours de mises en point de vente en fonction du jour de la semaine correspondant à la date d'arrêt

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2022
Charges constatées d'avance	35,7	24,0
Autres créances courantes	38,2	232,6
Total autres actifs courants	73,8	256,6

Au 31 décembre 2022, les autres créances courantes incluaient un acompte de 202 M€ sur les passifs de prélèvements publics.

3.7 Fonds joueurs

Les fonds joueurs 307 M€ au 30 juin 2023 (305 M€ au 31 décembre 2022). L'intégralité des fonds joueurs correspond à des fonds joueurs courants destinés à l'animation des jeux. Leur évolution est portée par le cycle de vie des jeux de tirage.

3.8 Dettes courantes

Dettes fournisseurs et réseau de distribution

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2022
Fournisseurs	182,5	201,9
Dettes envers le réseau de distribution	143,6	263,8
Total dettes fournisseurs et réseau de distribution	326,1	465,7

Les dettes sur le réseau de distribution correspondent aux lots payés aux joueurs par les points de vente et aux commissions du réseau en fin de période, et font l'objet d'un paiement hebdomadaire. Leur niveau en fin de période est notamment déterminé par le jour de la semaine qui correspond au 30 juin. Un niveau des mises traditionnellement moins élevé en fin de semestre qu'en fin d'année, combiné à un effet calendrier¹¹ expliquent leur évolution sur le semestre.

Passifs de prélèvements publics

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2022
Passif - Budget général de l'Etat	190,1	235,1
Passif - Prélèvements paris sportifs	46,1	62,0
Passif - Autres collectivités	36,4	44,7
Sous-total	272,5	341,8
Lots non réclamés	79,0	117,2
Passifs de prélèvements publics	351,5	459,0

¹¹ Compte tenu du paiement hebdomadaire, l'effet calendrier fluctue sur les dettes envers les points de vente fluctue entre 3 et 9 jours de lots payés en point de vente et de commissions auprès du réseau en fonction du jour de la semaine correspondant à la date d'arrêt

Les prélèvements publics font l'objet d'un règlement mensuel des sommes dues au titre des mises du mois précédent, à l'exception du mois de décembre au cours duquel en sus des sommes dues au titre de novembre un acompte est versé. Par ailleurs, les lots non réclamés sont réglés sur le 1^{er} semestre de l'exercice suivant. Un niveau d'activité sur le mois de juin traditionnellement moins élevé que celui de décembre, ainsi que le paiement des lots non réclamés de 2022 explique leur évolution sur le semestre.

Gains à payer – disponibilités joueurs

Les gains à payer – disponibilités joueurs s'établissent à 308 M€ (320 M€ au 31 décembre 2022) et incluent principalement :

- les gains à payer qui sont des gains non forclos restant à payer aux joueurs pour 229 M€ (237 M€ au 31 décembre 2022) ;
- les sommes disponibles sur les porte-monnaies sur leurs comptes fdj.fr ou parionssportenligne.fr pour 49 M€ (54 M€ au 31 décembre 2022).

Autres passifs courants

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2022
Produits constatés d'avance	40,4	37,1
Autres dettes	163,0	185,0
Autres passifs d'exploitation courants	203,4	222,1

Les produits constatés d'avance sur les jeux correspondent à des mises jouées sur le 1^{er} semestre se rapportant à des tirages ou événements se déroulant sur le 2nd semestre. Ils sont transformés en mises dans un délai maximum de cinq semaines.

Les autres dettes comprennent essentiellement les dettes fiscales et sociales (163 M€ au 30 juin 2023 et 185 M€ au 31 décembre 2022).

4 Ecart d'acquisition (goodwill)

L'écart d'acquisition s'établit à 57 M€ au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022. Il correspond aux écarts d'acquisition provisoires consécutifs aux acquisitions de L'Addition (30 M€) et Aleda (27 M€) en 2022. Ils reflètent principalement les perspectives de développement futur de l'activité, ainsi que la valorisation du capital humain. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2023.

5 Immobilisations corporelles et incorporelles

5.1 Immobilisations incorporelles

En millions d'euros	30.06.2023			31.12.2022		
	Brut	Amortiss. Provisions	Net	Brut	Amortiss. Provisions	Net
Droits exclusifs d'exploitation	380,0	-62,5	317,5	380,0	-54,9	325,1
Coûts de développement	273,9	-191,1	82,8	232,9	-170,2	62,6
Logiciels SI	88,2	-74,0	14,3	87,8	-72,2	15,6
Immobilisations incorporelles en cours et autres immobilisations incorporelles	123,8	-29,3	94,4	127,9	-23,6	104,3
Total immobilisations incorporelles	865,9	-356,9	509,0	828,5	-320,9	507,6

Les droits exclusifs d'exploitation correspondent à la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation portant sur les activités de loterie commercialisées en réseau physique de distribution et en ligne, ainsi que sur les jeux de paris sportifs commercialisés en réseau physique de distribution confiés à FDJ pour une durée de 25 ans par la loi Pacte. D'une valeur brute de 380 M€, cet actif est amorti sur cette durée depuis le 23 mai 2019.

Les principaux investissements de la période concernent la société mère et sont liés aux développements des systèmes d'information de production et de back-office, ainsi qu'aux terminaux de prises de jeu.

5.2 Immobilisations corporelles

En millions d'euros	30.06.2023			31.12.2022		
	Brut	Amortiss. Provisions	Net	Brut	Amortiss. Provisions	Net
Terrains	96,6	-	96,6	96,6	-	96,6
Installations et agencements batiments	244,7	-96,4	148,3	242,0	-89,9	152,1
Droits d'utilisation IFRS 16	52,4	-25,5	26,8	50,8	-22,1	28,7
Mobilier, installations tech, & matériel point de vente	230,8	-200,4	30,5	229,0	-197,1	32,0
Matériels SI	96,1	-80,8	15,3	94,0	-77,4	16,6
Matériel services de proximité	20,0	-16,7	3,3	18,2	-15,9	2,4
Autres immobilisations corporelles	37,0	-29,3	7,8	36,1	-28,2	7,9
Immobilisations corporelles en cours	17,9	-	17,9	13,7	-	13,7
Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	2,5	-	2,5	3,1	-	3,1
Total immobilisations corporelles	798,0	-449,1	349,0	783,6	-430,5	353,1

Les investissements en immobilisations corporelles de la période portent principalement sur les mobiliers en point de vente et les bâtiments

6 Provisions

En millions d'euros	31.12.2022	Dotations	Reprises		Autres mouvements	30.06.2023
			Utilisées	Non utilisées		
Total provisions non courantes	11,1	0,0	0,0	-2,3	0,0	8,8
Total provisions courantes	11,4	8,4	-3,6	-0,3	-1,9	14,0
Total provisions	22,6	8,4	-3,6	-2,6	-1,9	22,8

Les provisions non courantes couvrent principalement des contentieux avec d'anciens courtiers-mandataires.

Les provisions courantes couvrent principalement des contentieux liés à l'exploitation.

7 Trésorerie et instruments financiers

7.1 Résultat financier

En millions d'euros	30.06.2023	30.06.2022
Coût de l'endettement financier	-7,5	-2,6
Plus-values de cession	10,4	0,0
Produits d'intérêt sur les placements	9,3	1,4
Produits financiers sur titres évalués à leur juste valeur par résultat	10,9	6,4
Gains de change	1,7	0,2
Autres produits financiers	2,8	0,3
Produits financiers	35,2	8,3
Moins-values de cession	0,0	-0,3
Instruments dérivés (Charges)	-0,2	-1,6
Charges financières sur titres évalués à leur juste valeur par résultat	-6,7	-25,9
Pertes de change	-1,7	0,0
Autres charges financières	-0,5	-0,2
Charges financières	-9,0	-28,0
Résultat financier	18,7	-22,4

Le coût de l'endettement financier correspond essentiellement à la charge d'intérêt sur les emprunts liés à la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation, ainsi qu'à l'acquisition du siège social et de Sporting Group.

La performance globale des placements du Groupe correspond aux produits d'intérêt sur les placements, aux plus ou moins-values de cession, et à la variation de juste valeur des titres évalués à leur juste valeur par résultat. Elle s'élève à +24 M€ au 1^{er} semestre 2023 (contre -18 M€ au 1^{er} semestre 2022). Cette croissance de 42 M€ reflète principalement la hausse des taux d'intérêt et le repositionnement des placements suite aux évolutions des marchés, notamment à travers le renouvellement de comptes à terme à des taux plus attractifs.

La variation de l'évaluation des différents actifs financiers du Groupe à leur juste valeur ressort à +4 M€, contre une charge nette de 19 M€ au 1^{er} semestre 2022. Elle inclut la hausse de la valorisation

des fonds obligataires dédiés à échéance 2024 pour 3 M€, ainsi que celle des obligations structurées échues en 2024 et 2025 pour 1 M€, et d'autres actifs (SICAV, FCP) pour 4 M€, portées par l'augmentation des taux d'intérêt. Elle inclut également les investissements en capital-risque, dont la valorisation au cours du 1^{er} semestre 2023 est en baisse de 3,9 M€, du fait principalement d'un contexte global plus difficile pour les sociétés technologiques.

FDJ est exposée à des risques de change, principalement sur le dollar américain. Les évolutions de cours génèrent du résultat de change pour les actifs et passifs financiers non couverts.

7.2 Actifs et passifs financiers

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2022
Actifs financiers non courants au coût amorti	400,0	395,0
Actifs financiers non courants en juste valeur par résultat	386,8	443,0
Instruments dérivés non courants	18,2	19,0
Autres actifs financiers non courants	10,8	9,8
Total Actifs financiers non courants	815,8	866,9
Actifs financiers courants au coût amorti	255,6	192,2
Actifs financiers courants en juste valeur par résultat	9,5	14,1
Instruments dérivés courants	0,1	0,7
Dépôts et cautionnements	0,7	0,7
Total Actifs financiers courants	266,0	207,7
Total Actifs financiers	1 081,8	1 074,6
Dettes financières, part à plus d'un an	378,6	400,3
Dettes de location, part à plus d'un an	26,5	28,4
Autres passifs financiers non courants	2,4	2,4
Total Passifs financiers non courants	407,5	431,1
Dettes financières, part à moins d'un an	36,8	27,7
Dettes de location, part à moins d'un an	9,8	9,3
Instruments dérivés courants	0,4	0,3
Découverts bancaires	0,0	2,5
Autres passifs financiers courants	35,1	34,6
Total passifs financiers courants	82,0	74,4
Total Passifs financiers	489,5	505,5

Le 1^{er} semestre 2023 a été marqué par une poursuite de la croissance des taux d'intérêt et un redressement des marchés. Pour bénéficier de cette tendance et améliorer la performance de ses placements, tout en réduisant le risque sur son portefeuille et en améliorant sa liquidité, le groupe FDJ a cédé des fonds (actions principalement), réinvestis, et renouvelé ou mis en place des dépôts à terme. Des comptes à terme ont ainsi été remplacés pour un montant total de 180 M€, et de nouveaux comptes à terme ont été signés pour 70 M€ environ.

Les actifs financiers en juste valeur par résultat incluent principalement des supports obligataires à moins de trois ans, parmi lesquels des fonds obligataires dédiés, pour 193 M€, que le Groupe a l'intention de conserver jusqu'à leur échéance.

La grande majorité des placements financiers du Groupe conserve une grande liquidité à très court terme.

Les autres actifs financiers non courants incluent principalement le dépôt Euromillions (8 M€ au 30 juin 2023), valorisé en juste valeur par résultat.

La dette financière courante et non courante de 415 M€ (428 M€ au 31 décembre 2022) est principalement constituée :

- d'un emprunt destiné au financement de la sécurisation des droits exclusifs d'exploitation de 315 M€ net des frais d'émission de 3 M€, dont 296 M€ en part non courante et 19 M€ en part courante. Cet emprunt, mis en place le 1^{er} avril 2020, est d'une valeur nominale de 380 M€, amortissable sur 20 ans à taux variable (Euribor), et fait l'objet d'une couverture de taux jusqu'en juin 2026 pour 166 M€ et jusqu'en septembre 2027 pour 49 M€ ;
- d'un emprunt lié à l'acquisition du siège du Groupe de 68 M€, dont 60 M€ en part non courante et 8 M€ en part courante. Il est d'une valeur nominale de 120 M€, amortissable, à taux fixe, à échéance du 24 novembre 2031 ;
- d'un emprunt de 24M€, soit 28 M€, intégralement en part non courante. Souscrit en mai 2019 dans le cadre de l'acquisition de Sporting Group, il est d'une valeur nominale de 100 M€, remboursable in fine en deux tranches en 2024 et 2025, à taux variable (Sonia).

7.3 Echancier des actifs et passifs financiers

30 juin 2023 - En millions d'euros	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 2 ans	A plus de 3 ans	A plus de 4 ans	A plus de 5 ans	Total
Actifs financiers non courants au coût amorti		90,0	10,0	0,0	300,0	0,0	400,0
Actifs financiers non courants évalués en juste valeur par résultat		386,8	0,0	0,0	0,0	0,0	386,8
Instrument dérivés non courants		0,0	13,5	0,0	4,7	0,0	18,2
Autres actifs financiers non courants		10,5	0,0	0,0	0,0	0,3	10,9
Total Actifs financiers non courants	0,0	487,3	23,5	0,0	304,7	0,3	815,9
Actifs financiers courants au coût amorti	255,6						255,6
Actifs financiers courants évalués en juste valeur par résultat	9,5						9,5
Instruments dérivés courants	0,1						0,1
Dépôts et cautionnements	0,7						0,7
Total Actifs financiers courants	266,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	266,0
Total Actifs financiers	266,0	487,3	23,5	0,0	304,7	0,3	1 081,8
Dettes financières, part à plus d'un an		27,8	46,3	28,4	27,0	249,1	378,6
Dettes de location		8,5	7,7	3,7	1,7	4,9	26,5
Autres passifs financiers non courants		0,7	0,6	0,1	0,2	0,8	2,4
Total Passifs financiers non courants	0,0	37,0	54,6	32,2	28,9	254,8	407,5
Dettes financières, part à moins d'un an	36,8						36,8
Dettes de location	9,8						9,8
Instruments dérivés courants	0,4						0,4
Découverts bancaires	0,0						0,0
Autres passifs financiers courants	35,1						35,1
Total passifs financiers courants	82,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	82,0
Total Passifs financiers	82,0	37,0	54,6	32,2	28,9	254,8	489,5

2022 - En millions d'euros	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 2 ans	A plus de 3 ans	A plus de 4 ans	A plus de 5 ans	Total
Actifs financiers non courants au coût amorti		225,0	25,0	35,0	110,0	0,0	395,0
Actifs financiers non courants évalués en juste valeur par résultat		396,9	46,1	0,0	0,0	0,0	443,0
Instrument dérivés non courants		0,2	0,0	13,9	4,9	0,0	19,0
Autres actifs financiers non courants		9,5	0,0	0,0	0,0	0,3	9,8
Total Actifs financiers non courants	0,0	631,5	71,1	48,9	114,9	0,3	866,9
Actifs financiers courants au coût amorti	192,2						192,2
Actifs financiers courants évalués en juste valeur par résultat	14,1						14,1
Instrument dérivés courants	0,7						0,7
Dépôts et cautionnements	0,7						0,7
Total Actifs financiers courants	207,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	207,7
Total Actifs financiers	207,7	631,5	71,1	48,9	114,9	0,3	1 074,6
Dettes financières, part à plus d'un an		36,4	27,1	46,9	27,2	262,6	400,3
Dettes de location, part à plus d'un an		8,8	8,0	4,5	2,1	5,0	28,4
Autres passifs financiers non courants		0,7	0,6	0,2	0,1	0,8	2,4
Total Passifs financiers non courants	0,0	46,0	35,7	51,6	29,4	268,4	431,1
Dettes financières, part à moins d'un an	27,7						27,7
Dettes de location, part à moins d'un an	9,3						9,3
Instrument dérivés courants	0,3						0,3
Découverts bancaires	2,5						2,5
Autres passifs financiers courants	34,6						34,6
Total passifs financiers courants	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	74,4
Total Passifs financiers	74,4	46,0	35,7	51,6	29,4	268,4	505,5

7.4 Variation des passifs financiers

en millions d'euros	31.12.2022	Flux cash					Flux non cash					30.06.2023
		Emission dette financière long terme	Remboursement dette financière	Variation des découverts	IFRS 16 - loyers	Total flux cash	Variation de périmètre	Effet de change	Reclassement courant / non courant dette financière	Autres	Total flux non cash	
Dettes financières, part à plus d'un an	400,3		0,0			0,0	0,0	0,9	-23,1	0,5	-21,8	378,6
Dettes de location, part à plus d'un an	28,4					0,0	0,0	0,1	-4,3	2,2	-2,0	26,5
Autres passifs financiers	2,4					0,0					0,0	2,4
Total Passifs financiers non courants	431,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	-27,4	2,7	-23,7	407,5
Dettes financières, part à moins d'un an	27,7		-14,0			-14,0			23,1	0,0	23,1	36,8
Dettes de location, part à moins d'un an	9,3				-3,9	-3,9			4,3		4,3	9,8
Instrument dérivés courants	0,3					0,0				0,1	0,1	0,4
Découverts bancaires	2,5			-2,5		-2,5					0,0	0,0
Autres passifs financiers courants	34,6		0,0			0,0				0,4	0,4	35,1
Total Passifs financiers courants	74,4	0,0	-14,0	-2,5	-3,9	-20,4	0,0	0,0	27,4	0,6	28,0	82,0
Total Passifs financiers	505,5	0,0	-14,0	-2,5	-3,9	-20,4	0,0	1,0	0,0	3,3	4,3	489,5

7.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2022
Placements, équivalents de trésorerie	435,2	353,0
Comptes bancaires et autres disponibilités	85,6	160,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	520,8	513,4

Les placements, équivalents de trésorerie comprennent des parts d'OPCVM (435 M€ au 30 juin 2023 et 311 M€ au 31 décembre 2022). Ces dernières incluent le fonds Euromillions (91 M€ au 30 juin 2023 et 105 M€ au 31 décembre 2022).

La variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie est détaillée en note 9.

A la connaissance du Groupe, il n'existe aucune restriction importante qui limiterait sa capacité à avoir accès aux actifs des filiales qu'il contrôle.

7.6 Gestion des risques financiers

Risque de crédit des placements et instruments dérivés

Le risque de crédit ou risque de contrepartie des placements et des instruments financiers dérivés est suivi par le Comité de Trésorerie, dirigé par la Directrice Finances, et des membres de la direction financière. Ce risque correspond à la perte que le Groupe aurait à supporter en cas de défaillance d'une contrepartie, entraînant le non-respect de ses obligations vis-à-vis de lui.

La politique du Groupe, pour les placements et instruments dérivés, consiste à limiter les opérations pondérées par la nature des risques, à un montant maximal par contrepartie autorisée. La liste de contreparties autorisées est établie par le Comité de Trésorerie, sélectionnée en fonction de leur rating et de la durée de l'opération. Elle est revue périodiquement, a minima chaque semestre. En cas de baisse de notation d'une contrepartie en-deçà du rating minimum autorisé, le Comité de Trésorerie statue sur la conservation éventuelle des opérations existantes jusqu'à leur échéance.

Le Groupe considère que le risque de défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir une incidence significative sur sa situation financière et son résultat, est limité, en raison de la politique de gestion des contreparties, et plus particulièrement le niveau minimum de rating long terme retenu pour ces opérations.

Le risque de crédit s'analyse comme suit :

Encours	Encours total en M€ au 30.06.2023	Nombre de contreparties par tranche d'encours			
		0 - 25 M€	25 - 50 M€	50 - 100 M€	100 - 150 M€
AA / Institutions Financières	339	-	-	1	2
A / Institutions Financières	392	5	4	2	-
TOTAL	731				

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme l'incapacité pour le Groupe à faire face aux échéances de ses obligations financières à un coût raisonnable. Il inclut notamment les risques de contrepartie sur certains jeux, dont les montants peuvent potentiellement être élevés, et qui doivent pouvoir être couverts par une trésorerie mobilisable dans un court délai. Ces derniers font l'objet d'une couverture par ailleurs (voir note 3.4 – Risque de contrepartie).

L'exposition de FDJ au risque de liquidité est limitée dans la mesure où la politique de gestion de trésorerie du Groupe prévoit que plus de 20 % des encours doivent être investis sur des supports monétaires, et que la somme de ces encours monétaires et des encours investis sur des supports obligataires à moins de trois ans représente un minimum de 80 % du total des placements.

Le Comité de trésorerie, dirigé par la Directrice Finances, suit mensuellement la position de liquidité et s'assure du respect des limites définies.

Les encours investis sur des supports court terme sont en phase avec la politique de gestion de trésorerie de FDJ.

Au 30 juin 2023, le niveau moyen des placements était de 1 774 M€ ; le montant des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit était de 414 M€ avant frais d'émission, dont 318 M€ correspondant à la contrepartie financière de la sécurisation des droits d'exploitation exclusifs, 68 M€

de dette financière liée à l'acquisition du siège du Groupe et 28 M€ liés à celle relative à l'acquisition de Sporting Group.

La majeure partie des supports court terme peut être récupérée, sans pénalité ou risque en capital, à l'issue d'un préavis de 32 jours calendaires.

Par ailleurs, des lignes de crédit confirmées non utilisées sont mises en place depuis février 2021 pour un montant de 150 M€ sur des horizons compris entre février 2024 et février 2026.

Compte tenu du niveau des placements au 30 juin 2023, et sur la base de ses prévisions d'activité et d'investissements et de remboursement de dettes financières, le Groupe estime qu'il dispose de la capacité financière pour lui permettre de faire face à ses échéances au cours de 12 prochains mois à compter de la date d'examen des comptes semestriels par le conseil d'administration.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt d'un actif financier est le risque de réaliser une moins-value sur un titre. Le risque de taux d'intérêt d'un passif financier est le risque de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d'intérêt.

L'exposition du Groupe aux variations du taux d'intérêt est liée à ses placements futurs d'une part, et à ses emprunts à taux variable d'autre part. Le Groupe met en œuvre une politique de gestion dynamique de son risque de taux sous la supervision du Comité de trésorerie. L'objectif de cette politique est de sécuriser un revenu minimum des placements, dans le cadre d'une gestion à horizon maximum de cinq ans, et de couvrir à un prix raisonnable le risque de taux d'intérêt des emprunts.

La sensibilité au risque de taux résulte de placements à taux fixes (obligations et titres de créances négociables), d'instruments dérivés de taux et de dettes à taux variable.

Au 30 juin 2023, les placements exposés à ce risque direct ressortent à 110 M€. Ils ont pour objectif de compenser les effets d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt des emprunts à taux variable. Les dettes à taux variable, avant frais d'émission, concernent la contrepartie financière de la sécurisation des droits d'exploitation exclusifs (318 M€) et la dette liée à l'acquisition de Sporting Group (28 M€).

Les hausses significatives des taux d'intérêt intervenues en 2023 ont accru les coûts de financement, mais les couvertures mises en place, couvrant 65% de l'emprunt portant sur la contrepartie financière de la sécurisation des droits d'exploitation exclusifs, ont substantiellement limité la croissance des charges d'intérêt. En parallèle, des placements à taux variable sont adossés à la partie non couverte de cet emprunt (111 M€), limitant également la sensibilité au risque de taux.

L'impact d'une variation à la hausse de 1 % de l'ensemble de la courbe de taux serait inférieur à 1 M€.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de réaliser une moins-value sur un titre ou de subir un coût supplémentaire induit par la variation des taux d'intérêt.

Le Groupe est exposé à un risque de marché lié aux évolutions des supports d'investissements utilisés. Il met en œuvre une stratégie de placement dont l'objectif est de limiter ces risques ; la principale composante de cette stratégie est la définition d'une allocation d'actifs qui encadre les possibilités d'investissements par grande classe d'actifs.

En complément de ces éléments d'allocation, une diversification géographique des placements est mise en œuvre, et les stratégies utilisées doivent permettre une volatilité du portefeuille significativement moins élevée que celle des indices de marchés.

Au 30 juin 2023, les placements soumis à un risque de marché s'élèvent à 772 M€ (709 M€ au 31 décembre 2022).

8 Flux de trésorerie

Sur les 1^{ers} semestres 2022 et 2023, les modalités de règlement des éléments du besoin en fonds de roulement liées à l'activité sont comparables :

- rythme hebdomadaire pour les créances et dettes avec le réseau de distribution,
- mensuel pour les prélèvements publics hors lots non réclamés,
- et annuel pour les acomptes de prélèvements publics (en décembre) et les lots non réclamés (1^{er} semestre de l'année suivante).

La variation du besoin en fonds de roulement ressort à 78 M€ sur le 1^{er} semestre 2023 (39 M€ au 1^{er} semestre 2022), soit une augmentation de 39 M€.

Les investissements nets des dettes sur acquisitions d'immobilisations et avances versées s'élèvent à 64 M€¹² au 1^{er} semestre 2023 (47 M€ au 1^{er} semestre 2022) et portent principalement sur des développements des systèmes d'information de production et de back-office, ainsi que sur les terminaux de prises de jeu.

Sur le 1^{er} semestre 2023, le remboursement de la part courante de la dette financière s'élève à 14 M€. Sur le 1^{er} semestre 2022, il était de 42 M€, dont un remboursement volontaire de 25 M€ (30 M€) de l'emprunt lié à l'acquisition de Sporting Group, et 14 M€ de paiement des autres emprunts du Groupe.

Les loteries participantes du jeu Euromillions¹³ ont constitué un trust, de droit anglais, afin de couvrir les risques de contrepartie et de défaut. Le trust est géré par un trustee, The Law Debenture Trust Corporation. Pour FDJ, les sommes déposées dans un fonds au titre des garanties sont gérées par le trustee (qui est seul à avoir la capacité à faire exécuter les paiements) et sont exclusivement allouées aux gagnants du jeu Euromillions, pour 91 M€ au 30 juin 2023 (105 M€ au 31 décembre 2022) ; elles sont incluses dans la trésorerie et équivalents de trésorerie.

9 Participations dans les coentreprises

En millions d'euros	Total
Valeur des titres au 31.12.2022	18,3
Variation de périmètre	0,1
Quote-part de résultat net 30 juin 2023	2,4
Dividendes	-0,7
Ecart de conversion	-1,0
Valeur des titres au 30.06.2023	19,0

¹² 38 M€ avant variation des des dettes liées aux acquisitions d'actifs

¹³ An Post (Irlande), Camelot (Royaume-Uni), FDJ, la Loterie nationale belge, la Loterie nationale luxembourgeoise, Österreichische Lotterien (Autriche), Santa Casa de Misericordia (Portugal), SELAE (Espagne), Swisslos (Suisse), Loterie Romande (Suisse).

Les participations du Groupe dans les coentreprises concernent la SGE (Société de Gestion de l’Echappée), LEIA (Lotteries Entertainment Innovation Alliance), BZP (Beijing Zhongcai Printing), la SLE (Services aux Loteries en Europe) et NLCS (National Lotteries Common Services).

10 Actifs et passifs destinés à être cédés

Le processus de cession des actifs B2C opérés par Sporting Group, engagé par le Groupe fin 2022, a pour conséquence une réévaluation au 30 juin 2023 de la valeur des actifs destinés à être cédés selon le référentiel IFRS 5. Sur la base de la valeur de réalisation estimée, l’impact de cette opération incluant les coûts de cession associés s’élève à -8 M€ au 30 juin 2023, présenté en Autres charges opérationnelles non courantes.

11 Impôt

En millions d'euros	30.06.2023	30.06.2022
Total charge d'impôt sur le résultat	-65,8	-58,2
Résultat avant impôt	245,4	216,7
Taux effectif d'impôt	26,8%	26,8%

Le taux effectif d’impôt ressort à 26,8% (26,8% sur le 1^{er} semestre 2022).

12 Résultat par action

	30.06.2023	30.06.2022
Résultat part du Groupe (en millions d'euros)	181,0	159,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (*) sur la période	190 767 840	190 849 590
Effet des instruments dilutifs	0	298 174
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué sur la période	190 767 840	191 147 764
Résultat de base par action (en euros)	0,95	0,84
Résultat dilué par action (en euros)	0,95	0,83

* net des actions autodétenues.

FDJ considère avoir acquis les actions détenues auparavant par Soficoma. Au regard du litige en cours avec la société Soficoma, le nombre moyen pondéré d’actions ordinaires ne prend pas en compte cette opération (voir note 16 Procédures contentieuses et judiciaires en cours).

13 Capitaux propres

13.1 Capital social

Le capital social de FDJ s'élève à 76 400 000 € et est composé de 191 000 000 actions d'une valeur nominale de 0,40 € chacune.

13.2 Actions autodétenues

Les actions autodétenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Un programme de rachat d'actions de la société autorisé par le conseil d'administration du 19 décembre 2019, en application de l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 4 novembre 2019, a été mis en œuvre aux fins de conclure un contrat de liquidité ayant pour objet d'animer l'action FDJ. La somme maximum de 6 M€ a été affectée à ce contrat de liquidité, pour une durée allant jusqu'au 19 décembre 2023.

Ce programme fait l'objet d'un contrat de liquidité conforme aux dispositions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Des achats d'actions sont également effectués dans le cadre du programme d'attribution d'actions de performance octroyé le 30 juin 2021, le 26 avril 2022 et le 26 avril 2023.

Au 30 juin 2023, les actions propres enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés représentent 321 433 actions pour une valeur de 11,8 M€ (185 319 actions pour une valeur de 6,7 M€ au 31 décembre 2022).

13.3 Distribution de dividendes

Les dividendes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, approuvés par l'Assemblée Générale du 27 avril 2023 sont de 262 M€, soit 1,37 € par action. Ils ont été versés le 9 mai 2023.

14 Transactions avec les parties liées

14.1 Etat

En raison du contrôle étroit mentionné dans le contexte réglementaire (§ 1.2), l'Etat est considéré comme une partie liée au sens d'IAS 24.

Les montants inscrits à ce titre au compte de résultat et dans la situation financière pour les deux périodes sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>		30.06.2023	31.12.2022
Etat de la situation financière - Actif	Droits exclusifs d'utilisation (valeur brute)	380,0	380,0
Etat de la situation financière - Actif	Acompte sur prélèvements publics	0,0	202,2

En millions d'euros		30.06.2023	31.12.2022
Etat de la situation financière - Passif	Prélèvements publics (incluant LNR)	351,5	459,0

En millions d'euros		30.06.2023	30.06.2022
Compte de résultat	Prélèvements publics	2 082,4	2 042,6

Les transactions entre FDJ et toute entreprise publique sont réalisées à des conditions normales de marché.

14.2 Autres parties liées

Les transactions entre FDJ et ses filiales consolidées par intégration globale, qui sont des parties liées, sont éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées dans cette note.

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec un membre des organes de direction ayant une influence notable sur le Groupe.

15 Procédures contentieuses et judiciaires en cours

Litige 84 courtiers-mandataires

Des adhérents de l'Union Nationale des Diffuseurs de Jeux (UNDJ) ont assigné La Française des Jeux en mai 2012 devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour voir prononcer la résiliation judiciaire de l'avenant au contrat de courtier mandataire signé en 2003. Cette procédure est en cours devant le Tribunal.

Litige Soficoma

FDJ a assigné le 23 mai 2017 Soficoma, société civile, pour voir constater la perte de sa qualité d'actionnaire de FDJ. Par jugement du 23 mai 2019, le Tribunal de commerce de Marseille a fait droit à la demande de FDJ. Soficoma a interjeté appel de ce jugement le 20 juin 2019 devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence. Par arrêt en date du 17 novembre 2022, la Cour d'appel d'Aix en Provence a confirmé le jugement rendu par le Tribunal de commerce de Marseille en toutes ses dispositions et prononcé la mise hors de cause de la République française représentée par l'agence des participations de l'Etat. Soficoma a formé un pourvoi en cassation le 13 décembre 2022. L'affaire est en cours devant la Cour de cassation. Parallèlement, Soficoma a assigné FDJ le 27 décembre 2017 devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour voir constater sa qualité d'actionnaire de FDJ et la voir condamner à lui verser le montant de ses dividendes. Cette affaire a fait l'objet d'un sursis à statuer en raison du litige en cours devant la Cour de cassation.

Procédure devant le Conseil d'Etat

Par courrier en date du 20 mai 2021, le Conseil d'Etat a appelé FDJ dans une procédure introduite en décembre 2019 par quatre requérants afin qu'elle présente des observations. Ces requérants -The

Betting and Gaming Council, Betclix Enterprises Limited, European Gaming and Betting Association et SPS Betting France Limited - ont intenté quatorze recours pour excès de pouvoir contre l'Ordonnance n°2019-1015 du 2 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard, le décret n°2019-1060 du 17 octobre 2019 relatif aux modalités d'application du contrôle étroit de l'Etat sur la société La Française des Jeux, le décret n°2019-1061 du 17 octobre 2019 relatif à l'encadrement de l'offre de jeux de La Française des Jeux et du Pari mutuel urbain, le décret n° 2019-1105 du 30 octobre 2019 décidant le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société anonyme La Française des jeux, l'Arrêté du 6 novembre 2019 fixant les modalités de transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société La Française des jeux, l'Arrêté du 20 novembre 2019 fixant le prix et les modalités d'attribution d'actions de la société La Française des Jeux, le décret n°2019-1563 du 30 décembre 2019 relatif à l'approbation des statuts de la société La Française des jeux et le décret n° 2020-494 du 28 avril 2020 relatif aux modalités de mise à disposition de l'offre de jeux et des données de jeux. Les requérants sollicitent l'annulation des textes réformant la régulation des jeux d'argent.

Par cinq arrêts en date du 14 avril 2023 et un arrêt en date du 12 juillet 2023, le Conseil d'Etat considère que le monopole de FDJ est justifié par des motifs d'ordre public et de maîtrise des risques de dépendance, que la durée de 25 ans des droits exclusifs accordés à FDJ n'est pas excessive, que le monopole de FDJ est conforme au droit de l'Union européenne et qu'il n'y a pas lieu de saisir la Cour de justice européenne de questions préjudicielles. Concernant le montant de la contrepartie versée par FDJ à l'Etat en échange des droits exclusifs accordés, le Conseil d'Etat sursoit à statuer et se prononcera après la décision qui sera rendue par la Commission européenne sur ce sujet.

Procédure devant la Commission Européenne

Deux plaintes ont été déposées après la privatisation de la FDJ auprès de la Commission européenne, référencées dans le registre des aides d'Etat de celle-ci sous les numéros SA. 56399 et SA. 56634, pour octroi supposé d'aides d'Etat (sous la forme de garantie, de traitement fiscal préférentiel et d'octroi de droits exclusifs pour une rémunération insuffisante). Les plaignants sont l'Association française des jeux en ligne (AFJEL) - plainte du 31 janvier 2020 et The Betting and Gaming Council (BGC) - plainte du 5 mars 2020.

Le 26 juillet 2021, la Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie à l'encontre de la France sur le caractère approprié de la somme de 380 M€ versée en « rémunération des droits exclusifs accordés » sur les paris sportifs en point de vente et la loterie. La décision de la Commission européenne ayant conduit à l'ouverture de l'enquête a été publiée le vendredi 3 décembre 2021 sur le registre des aides d'Etat figurant sur son site internet ainsi qu'au Journal officiel de l'Union européenne. Celle-ci expose les motivations l'ayant conduit à questionner le montage retenu au regard du droit des aides d'Etat. La procédure est en cours et les parties échangent des mémoires. FDJ a déposé ses observations auprès de la Commission le 3 janvier 2022. Aucun calendrier n'a été communiqué à ce stade par la Commission.

Le sujet de la garantie a été clôturé par la Commission le 3 décembre 2021, cette dernière confirmant l'absence de garantie au sens des aides d'Etat. Concernant le traitement fiscal préférentiel, l'enquête préliminaire faisant suite aux plaintes est toujours en cours.

16 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2022
Engagements donnés		
Cautions et garanties à premières demandes	38,4	38,0
Contrat de parrainage	9,2	15,6
Fonds d'investissement	43,9	47,1
Engagements de bonne fin*	157,1	203,4
Droits d'images des coureurs et engagement association L'Echappée	0,6	1,0
Loyers immobiliers	4,4	3,3
Hypothèque sur bien acquis	72,9	77,4
Actifs incorporels gagés	4,4	0,4
Autres Engagements donnés	0,3	0,9
Total engagements donnés	331,3	387,9
Engagements reçus		
Engagements reçus de bonne fin et restitution d'acomptes	173,4	172,7
Garantie de restitution des mises et paiements des lots	538,2	498,8
Assurance couverture du risque de contrepartie	130,0	130,0
Lignes de crédit confirmées	150,0	150,0
Assurance couverture des joueurs en ligne	110,0	110,0
Total engagements reçus	1 101,6	1 061,5

*Dont contrats imprimeurs 41,0 M€ en 2023 et 59,5 M€ en 2022

17 Evénements postérieurs à la clôture

Accord pour l'acquisition de Premier Lotteries Ireland, l'opérateur de la loterie irlandaise, nouvelle étape majeure du déploiement de la stratégie à l'international du groupe FDJ

FDJ a signé le 27 juillet un accord pour l'acquisition de Premier Lotteries Ireland, l'opérateur détenteur des droits exclusifs de la loterie nationale irlandaise jusqu'en 2034, pour une valeur d'entreprise de 350 millions d'euros. La finalisation de cette transaction reste soumise aux conditions suspensives usuelles, notamment l'autorisation du régulateur de la loterie irlandaise, qui devrait intervenir au second semestre 2023.

En 2022, Premier Lotteries Ireland a enregistré un produit brut des jeux (PBJ) de 399 M€ et un chiffre d'affaires de 140 M€, avec un taux de marge d'EBITDA comparable à celui de FDJ, soit une contribution additionnelle à la croissance du Groupe supérieure à 5 % en année pleine.

Signature d'un accord de cession de l'activité B2C de Sporting Group

Comme annoncé, le Groupe a pris des mesures pour redresser la rentabilité de son activité au Royaume-Uni. Ainsi, le 5 juillet, l'activité B2C – *spread betting*¹⁴ de Sporting Group a fait l'objet de la signature d'un accord préliminaire de cession, qui sera effectif lorsque les autorités compétentes au Royaume-Uni auront donné leur approbation.

¹⁴ Spread betting : le spread betting consiste à pronostiquer si un nombre d'actions (ou faits de match) durant une rencontre sera inférieur ou supérieur à une fourchette d'actions (spread) fixée par le coteur